

Harrison Ford



La Presse

cyberpresse.ca

Jenson Button



Zoom sur
les films de l'été

Cahier Arts+Spectacles,
pages C1 à C3

La résurrection
d'un jeune loup

Grand Prix > Grand Format
page F1

MONTREAL JEUDI 6 JUIN 2002 LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE 118^e ANNÉE > NO 223 > 72 PAGES > 6 CAHIERS 65 C TAXES EN SUS EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > HULL-OTTAWA > 70 C

Chrétien s'attire les foudres du clan Martin

Les partisans du ministre limogé souhaitent la conclusion d'un pacte secret

GILLES TOUPIN
et JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le premier ministre Jean Chrétien menace les députés libéraux de son caucus de ne pas signer leur bulletin de candidature lors des prochaines élections s'ils continuent à faire campagne pour le remplacer par l'ancien ministre des Finances, Paul Martin.

Selon des sources libérales, M. Chrétien a clairement fait savoir à ses députés et ministres qu'ils pouvaient voter contre lui lors du vote de confiance de février prochain, mais qu'ils auraient à subir les « conséquences » de leur geste.

Même si le caucus hebdomadaire des députés libéraux, en l'absence de Paul Martin, s'est terminé hier sur un certain consensus quant à la nécessité d'appuyer le premier ministre d'ici ce fameux vote de confiance de façon à permettre « au gouvernement de gouverner », les commentaires des uns et des autres démontrent qu'il y a bel et bien encore deux clans ennemis au sein de la députation libérale, celui de Jean Chrétien et celui de Paul Martin.

Au cours de la réunion houleuse d'hier, les partisans du ministre des Finances déchu se sont accaparés le micro pour exiger des explications du premier ministre à propos du congédiement brutal dimanche de M. Martin.

Voir **CHRÉTIEN** en A4

cyberpresse.ca Tout sur la crise provoquée par le départ de Paul Martin: www.cyberpresse.ca/succession



PHOTO ARMAND TROTTIER, La Presse

« Je suis un tifosi de Ferrari parce que j'aime la course et la compétition », dit Giuseppe Laurieri, président du Club Ferrari F1 de Montréal. « Nous formons le seul club d'amateurs sanctionné par Ferrari en Amérique du Nord », indique-t-il fièrement. Rassemblant 350 tifosi — mot italien qui signifie partisan —, le club compte 22 années d'existence. « Bien des pères y inscrivent leurs adolescents », note le président, qui a pris une semaine de vacances pour mieux savourer la folie du Grand Prix. À lire dans le cahier Actuel, page B5.



YVES BOISVERT

AU GRAND PRIX

Vous avez dit « crise » ?

Demain, les pilotes rouleront ici à 300 à l'heure. Aujourd'hui, ils viendront faire un petit tour avec leur entourage. Et pourtant, hier encore, vers 16 h, Normand Legault, président du Grand Prix, déambulait dans le paddock du circuit Gilles-Villeneuve comme un estivant. Aucune précipitation. Aucune fébrilité.

Le moment était bien choisi pour aller discuter... La « crise » de la Formule 1, la baisse d'intérêt, tout ça... Il va bien s'enlever un petit peu, non ?

« Si vous vous énervez le mercredi avant le Grand Prix, c'est que vous n'avez pas fait votre travail. Bernie Ecclestone (grand patron de la F1) a coutume de dire: dans cette business, il y a deux sortes de personnes: les vives et les morts. »

Or, Normand Legault est vivant et bien portant. Il a vendu tous les billets (115 000 par jour). Le Grand Prix du Canada 2001 a remporté le prix de la FIA pour la meilleure organisation parmi les 17 GP. L'installation est en avance sur l'horaire. Par ici les pneus, par là l'eau minérale... Tout à l'air de rouler.

Les commanditaires partis (la nouvelle économie) ont été remplacés. La croissance du chiffre d'affaires est de 20 % par année depuis cinq ans...

Voir **BOISVERT** en A2

L'armée israélienne réoccupe le QG d'Arafat

d'après AP et AFP

RAMALLAH, Cisjordanie — Des blindés israéliens sont entrés la nuit dernière dans la ville de Ramallah pour y encercler les bureaux de Yasser Arafat, après un attentat à la voiture piégée contre un autobus qui avait fait hier matin 17 morts, dont le kamikaze palestinien, et 38 blessés à Meggido, dans le nord d'Israël. Tsahal mène également une opération de représailles dans la ville palestinienne de Jénine.

Des sources militaires israéliennes ont

confirmé la réoccupation partielle du quartier général de l'Autorité palestinienne au milieu d'échanges de feu.

Un témoin a raconté à l'AFP qu'une colonne d'une cinquantaine de chars et véhicules blindés accompagnés de six bulldozers géants a pénétré dans la ville palestinienne autonome pour prendre position dans le complexe du président de l'Autorité palestinienne. Des échanges de tirs ont alors éclaté et les chars israéliens ont ouvert le feu à la mitrailleuse lourde tirant une trentaine d'obus, détruisant le troisième étage d'un

des bâtiments du complexe. Une aile du quartier général abritant une salle habituellement réservée aux conférences de presse a également été sérieusement endommagée.

Signe avant-coureur d'une riposte israélienne, le premier ministre Ariel Sharon avait reporté hier son départ pour les États-Unis à samedi soir. Il devait partir aujourd'hui pour New York avant de rencontrer le président George Bush à Washington lundi.

Voir **ARAFAT** en A2

La police croit avoir anéanti les Bandidos

MARCELLA ROCHE
et ANDRÉ CÉDILLOT

C'EST UN VÉRITABLE coup de masse que la police a asséné aux Bandidos, hier, lors d'une gigantesque razzia qui a permis d'écrouler la plupart de ses 53 membres et sympathisants au Québec et en Ontario, dont son chef national, Alain Brunette.

Déjà affaiblis par la guerre des motards qui dure depuis huit ans, les anciens Rock Machine auront beaucoup de mal à se remettre de cette opération qui ressemble à celle de Printemps 2001, qui avait déstabilisé les Hells Angels.

Comme dans le cas des Hells, l'enquête sur les Bandidos est encore une fois le résultat de la collaboration avec la police d'un membre influent des Bandidos qui infiltrait sa propre organisation depuis le début de l'année. Baptisé

opération Antigang 2002, l'enquête menée par les spécialistes de la police de Montréal a permis d'élucider plusieurs crimes graves commis durant le conflit avec les Hells Angels qui a fait plus de 160 victimes depuis 1994. Bien que tous les détails de l'enquête ne doivent être rendus publics qu'aujourd'hui, on sait déjà que plusieurs complots de meurtres et tentatives de meurtre ont été mis au jour, ainsi que des explosions et des incendies criminels survenus dans des bars et des brasseries de Montréal et de la région.

La razzia d'hier, menée simultanément dans plusieurs municipalités du Québec et de l'Ontario aux petites heures du matin, à laquelle ont participé près de 200 policiers, visait à anéantir les Bandidos et leur projet d'expansion au Canada.

Munis de 62 mandats d'arrestation élargis concernant le gangsté-

risme, les policiers ont interpellé 36 individus lors du ratissage, tandis que 26 autres se sont vu signifier leur mandat en prison.

Le chef du gang, Alain Brunette, 38 ans, a été épinglé à Kingston, en Ontario, chef-lieu des Bandidos canadiens. Avec un comparse, le motard de 38 ans avait échappé à une tentative de meurtre dans les Laurentides, en février 2001.

Parmi les autres motards connus, on retrouve le nom du caïd italien Salvatore Cazzetta, fondateur des Rock Machine en 1989.

Voir **BANDIDOS** en A2

cyberpresse.ca Notre dossier sur les opérations policières et les procès

dans le monde des motards: www.cyberpresse.ca/motards

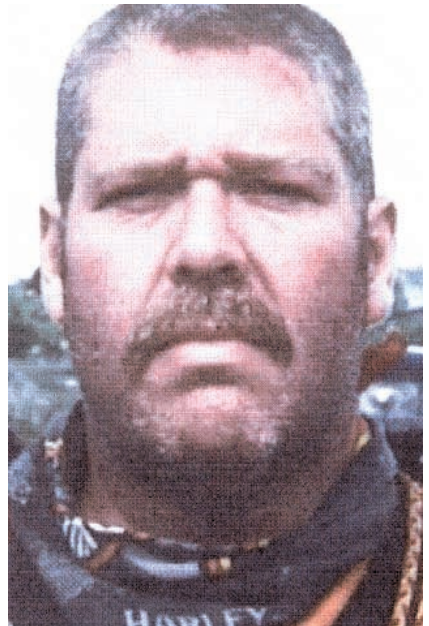


PHOTO La Presse

Alain Brunette, chef des Bandidos

AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Arts et spectacles	C1-C10	Loteries	A2, A7
- télévision	C4	Monde	A8
Bandes dessinées	C11	Mots croisés	C11, F12
Bridge	E6	Mot mystère	C11
Décès	E7	Petites annonces	E2
Éditorial	A12	- immobilier	E2-E4
Étes-vous observateur?	E2	- marchandises	E4
Feuilleton	C11	- emplois	E4, E8
Forum	A11, A13	- automobile	E5, E6
Horoscope	E5	- affaires	D2
La Presse Affaires	DI-D14	Politique	A4, A5
		Quoi faire	C12

MÉTÉO Voir E8
Passages nuageux
Maximum 20 > minimum 9



reg.:209\$ 69\$ reg.:229\$ 79\$ reg.:199\$ 89\$

GREICHE SCAFF
OPTOMÉTRISTES
www.greiche-scaff.com

Examen de la vue
Verres de contact
Grand choix de montures exclusives
PARTOUT AU QUÉBEC
Pour renseignements, appelez
(514) 336-4444
Sans frais 1 877 667-2020

1 > DEMAIN DANS LA PRESSE

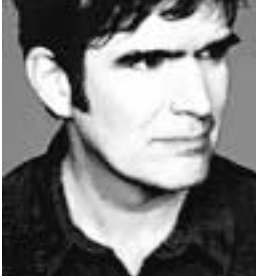


Les 50 plus influents de la F1

De tous ceux qui gravitent dans l'univers de la Formule 1, qui sont les plus influents? Demain, notre cahier Sports en grand format, rebaptisé Grand Prix toute la semaine, dresse la liste des 50 personnalités (pilotes, constructeurs, ingénieurs etc.) qui ont le plus de poids dans ce milieu hypercompétitif.

À lire demain dans le cahier Grand Prix

2 > AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE



> Venez clavarder avec l'auteur-compositeur Pierre Flynn à 15 h
cyberpresse.ca/clavardage

> La finale de la Coupe Stanley en direct
cyberpresse.ca/seriesinh

> Suivez la navette spatiale Endeavour
cyberpresse.ca/navette

POUR NOUS JOINDRE

La Presse / cyberpresse.ca, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (OC) H2Y 1K9

La Presse

	TÉLÉPHONE	TÉLÉCOPIEUR	COURRIEL	HEURES D'OUVERTURE
RÉDACTION		(514) 285-6808	redaction@lapresse.ca commentaires@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 15 à minuit Sam: 10h à minuit Dim: 10h à minuit
Actuel	(514) 285-7070	(514) 285-6808	actuel@lapresse.ca	
Arts et Spectacles		(514) 285-4814	arts@lapresse.ca	
Économie		(514) 285-4809	economie@lapresse.ca	
Montréal Plus		(514) 285-6808	montrealplus@lapresse.ca	
Sports		(514) 350-4854	sports@lapresse.ca	
Éditorial, Forum	(514) 285-7027	(514) 285-4816	forum@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 9 h à 17 h
CYBERPRESSE	(514) 285-7070	(514) 285-7123	commentaires@cyberpresse.ca	Lundi au vendredi: 6 h à 2 h Samedi et dimanche: 7 h à 2 h
ABONNEMENT	(514) 285-6911 / 1-800-361-7453	(514) 285-7039	abonnement@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 6 h 30 à 17 h 30 Sam: 7 h à midi / Dim: 7 h à 11 h
PETITES ANNONCES	(514) 987-8363 / 1-866-987-8363	(514) 848-6287	petitesannonces@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 00 à 17 h 30
PAGES ANNIVERSAIRES / ARCHIVES PHOTO	(514) 285-7364	(514) 285-6988	archives@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 9 h à 17 h
PUBLICITÉ				
Décès et remerciements	(514) 285-6816	(514) 350-4875	deces@lapresse.ca	Lundi au jeudi: 8 h 30 à 21 h Vendredi: 8 h 30 à 20 h 30 Samedi et dimanche: 14 h à 18 h
Carrières et professions	(514) 285-7320	(514) 499-2053	carrieres@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30
National et voilà!	(514) 285-7306	(514) 845-8129	-	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30
Vente au détail	(514) 285-6931	(514) 845-5830	-	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

Envois de publication canadienne Contrat de vente numéro 0531650
Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518

3 > À VENIR CETTE SEMAINE



MARC CASSIVI

> Le Mondial de soccer

Depuis la Corée, notre envoyé spécial raconte au quotidien cet événement sportif planétaire.



SONIA SARFATI

> 2D ou 3D?

Le dilemme des films d'animation, demain dans le cahier Arts et Spectacles.



MARIE ALLARD

> La fête du Grand Prix

Dans le cahier Actuel, les festivités entourant le Grand Prix du Canada.

LOTÉRIES

LA QUOTIDIENNE >

À trois chiffres: 5-0-8 >

À quatre chiffres: 9-2-4-3

LOT6 6/49 >

1-2-9-15-20-38

Compl.: 13 >

Extra: 2-9-8-9-6-7

SUITES DE LA UNE

BOISVERT

Suite de la page A1

Alors, voyez-vous, la « crise » de la F1, « ça me fait rire un peu. Ça fait 25 ans que je suis dans le milieu, et des crises, des vraies, il y en a eu. On a annoncé la fin de la Formule plus d'une fois. J'ai vécu la mort d'Ayrton Senna (champion du monde, en 1994). Plusieurs disaient que c'était fini. J'ai vu des écuries parties de rien et devenir championnes, comme Williams; j'ai vu des équipes championnes du monde disparaître (comme Lotus); j'en ai vu descendre puis remonter, comme McLaren; alors, que certaines aient aujourd'hui des ennuis financiers, je ne crois pas que ce soit dramatique. »

Pour lui, il est clair que « Bernie » ne laissera pas tomber les Minardi ou Arrows, et qu'elles termineront la saison dans le groupe des 11 équipes. « Bernie a souvent aidé financièrement les équipes en difficulté, et il le fera encore », dit-il. D'autres pourraient aussi leur succéder.

Mais, M. Legault, ne me dites pas que la saison est palpitante? « Non, la saison est plate. Très plate. Mais elle est jeune encore. »

Et tous ces fans, qui nous disent qu'ils ont

été choqués par ce qu'a fait Ferrari en Autriche (où le pilote numéro deux de l'écurie, Rubens Barrichello, a cédé sur ordre le passage au numéro 1, Michael Schumacher)? « C'est scandaleux, ce que Ferrari a fait. Et en Europe, l'impact est d'autant plus grand que le pari sportif est très important; plusieurs pays ont des loteries d'État qui tiennent des paris sur la F1. Alors, des dizaines de milliers de personnes estiment avoir perdu de l'argent parce que le résultat a été arrangé. Ça s'ajoute à tout le reste. Schumacher paiera pour ça. »

Certains grossistes ont eu plus de difficulté à vendre leurs forfaits... mais ils avaient déjà acheté (et payé) les billets au Grand Prix.

Oui, mais M. Legault, l'an prochain, la colère du fan pourra se traduire en pertes? « Moi, je pелlette quand il neige », répond-il. Et dans la météo financière de Normand Legault, il fait beau. Très beau.

« Je ne vous dis pas que je ne suis pas préoccupé; il faut l'être continuellement; tou-

jours viser à s'améliorer. Je trouve que les pilotes et les écuries sont trop loin des fans. Quand j'ai annulé la journée portes ouvertes, c'était pour leur faire honte, un peu. Pourquoi inviter les gens s'ils cachent tout? Cette année, ils sont obligés de laisser leur porte ouverte. J'espère que l'an prochain, on pourra recommencer. Moi-même, je suis encore passionné, mais pas maniaque de la F1 telle qu'elle est aujourd'hui. Pour tripper sur une course, encore faut-il qu'il y ait une... »

Mais inquiet? « Non. La F1 peut s'ajuster. Cet été, nous aurons enfin la chance de comparer la Formule 1 et le Cart; c'est le seul circuit au monde où les deux participeront. J'ai invité 10 journalistes européens. » Si la F1 en prend pour son rhume au jeu des comparaisons, notamment s'il y a plus de dépassements? « Tant mieux! J'espère qu'on adoptera les meilleures pratiques des deux séries! »

À Monza, ce printemps, quand Bernie Ecclestone a fêté ses 20 ans d'union avec sa deuxième femme, il y avait trois personnes.

Bernie, M^{me} Ecclestone et Normand Legault. C'est dire s'il est un intime.

« Normand is family », a coutume de dire le grand dictateur de la course automobile. Ce n'est pas moi qui l'appelle ainsi: « La Formule 1 doit être dirigée par une sorte de dictateur, dit Legault; je ne crois pas dans les formules développées par les manufacturiers. La direction des grands manufacturiers n'est pas assez stable pour développer la F1. Quand le nouveau patron de Ford a regardé les salaires les plus élevés, il a demandé qui était ce Ed Irvine (pilote Jaguar) qui gagne 10 millions par année. Quand Renault a fermé son usine en Belgique et congédié 3000 ouvriers, ils se sont retirés de la F1. C'est très politique. Bernie Ecclestone, il ne vit que pour la Formule 1. »

Alors, M. Legault, Bernie a dû vous le dire, ce qu'il est, son plan pour la succession?

Il sourit. « J'ai une bonne idée de ce qu'est le plan si Bernie décide de faire ce qu'il veut faire... »

Et il n'est pas inquiet...

BANDIDOS

Suite de la page A1

Emprisonné depuis huit ans pour un trafic de cocaïne aux États-Unis, Cazzetta a appris la mauvaise nouvelle au pénitencier Archambault, à Sainte-Anne-des-Plaines, où il a récemment été transféré. Il devait incessamment passer devant la Commission nationale des libérations conditionnelles. Cazzetta, 47 ans, est cette fois soupçonné d'avoir participé à des complots de trafic de drogue du fond de sa cellule. Une accusation de gangstérisme doit également être portée contre lui.

Principal fournisseur de stupéfiants des Bandidos, Jean Dicaire, de Morin-Heights, est lui aussi tombé dans le filet de la police. Membre en règle du gang, il avait déjà été arrêté en 1994. Tout son réseau a été démantelé.

Selon un porte-parole de la police, d'autres suspects ont été interpellés à Beauport, en banlieue de Québec, ainsi qu'en Abitibi et à Toronto. L'opération a mal tourné à Évain, près de Rouyn-Noranda, alors qu'une fusillade a éclaté au

moment où les policiers du groupe tactique de la Sûreté du Québec se sont présentés au domicile d'un sympathisant des Bandidos, Alex Fortin. Ce dernier a été blessé au thorax et au visage. Il a été hospitalisé, mais on ne craint pas pour sa vie.

En fin de journée hier, le bilan sommaire était qu'en plus des 25 Bandidos capturés, les enquêteurs avaient arrêté neuf prospects, quatre membres des Killer Bees, gang de rue associé aux Bandidos, 19

sympathisants, trois fournisseurs de stupéfiants, un client et un extorté.

Lors de la série de perquisitions, on a saisi 187 kilos de haschisch dans une résidence de Montréal. Les policiers ont également découvert à l'intérieur d'un véhicule huit kilos de haschisch, quatre kilos de cocaïne, quatre armes à feu de gros calibre ainsi qu'un silencieux.

Selon les policiers, ce coup de force devrait normalement rayer de la carte les Bandidos. À tout le

moins, comme ce fut le cas des Hells Angels l'an passé, ils devront se réorganiser en se faisant plus discrets.

Commentant cette nouvelle rafle, le ministre de la Sécurité publique, Normand Jutras, a salué le travail de la police de Montréal en affirmant que « ce n'était pas un coup d'épée dans l'eau », même s'il s'agit d'une lutte continue. Selon lui, la tâche n'est jamais facile puisque « c'est toujours une question de recueillir une preuve suffisante pour les tribunaux ».

ARAFAT

Suite de la page A1

La riposte israélienne ne s'est pas fait attendre. Tsahal est d'abord entrée hier soir à Jénine, dont le kamikaze était originaire. Des habitants de la ville, qui s'attendaient à une attaque de Tsahal, avaient fui leurs maisons, certains escaladant les barricades de terre construites par les Israéliens pour empêcher des terroristes d'entrer sur le territoire israélien.

En outre, une unité de l'armée a pénétré en soirée dans le secteur palestinien autonome de Bethléem, où elle a procédé à des perquisitions dans une mosquée, selon des témoins. Mais l'armée a démenti en affirmant que l'unité avait effectué une mission de routine dans le secteur de la mosquée. Selon la radio publique israélienne, les troupes ont « resserré leur blocus des villes de Naplouse, Jénine, Kalkiliya et Hébron », en Cisjordanie.

Cet attentat d'un nouveau genre, perpétré le jour du 35^e anniversaire de la guerre des Six Jours en 1967 et revendiqué par le Jihad islamique, a été immédiatement condamné par les États-Unis, l'Union européenne, la Russie et l'Autorité palestinienne.

Treize soldats israéliens ont été tués dans l'attentat, le plus meurtrier pour l'armée israélienne depuis l'opération militaire Rempart lancée par Tsahal le mois dernier en Cisjordanie.

Après l'attentat, l'Autorité palestinienne a reconnu qu'elle n'avait eu aucune information ni sur l'imminence d'une attaque ni sur

d'éventuels liens terroristes. Ce genre de déclaration est une première. Les responsables des services de sécurité palestiniens ont précisé qu'ils avaient pour ordre d'arrêter les membres du Jihad islamique.

Israël a néanmoins comme à l'accoutumée mis l'accent sur la responsabilité de Yasser Arafat accusé de présider une coalition de la terreur. Plusieurs ministres ont demandé à ce qu'Israël expulse Yasser Arafat. Le président d'Israël, Moshe Katsav, a demandé à ce que la communauté internationale coupe tous les ponts avec le leader palestinien.

Au début de l'invasion à grande échelle de la Cisjordanie le 29 mars dernier après une série d'attentats suicide palestiniens, les chars israéliens avaient enfoncé le mur d'enceinte de l'immeuble abritant les bureaux de Yasser Arafat avant de l'y piéger pendant 34 jours.

Le responsable George W. Bush, qui a dépeint ces derniers jours des émissaires pour tenter de renouer le dialogue israélo-palestinien, a condamné l'attentat de Meggido et l'a qualifié « d'attaque terroriste brutale ». Il a aussi rappelé sa profonde méfiance à l'égard de M. Arafat, en laissant entendre qu'il n'était pas un dirigeant irremplaçable.

Selon un responsable palestinien qui a requis l'anonymat, le chef de la CIA, George Tenet, avait averti mardi M. Arafat que « si les attentats suicide se poursuivaient, les États-Unis n'interviendraient plus,

et Ariel Sharon aurait les mains libres ». Un haut responsable américain a cependant indiqué que M. Bush souhaite que le gouvernement israélien fasse preuve de retenue.

Un responsable israélien a indiqué que M. Sharon allait dire au président des États-Unis « de façon claire qu'Arafat doit être mis hors jeu, sinon il n'y aura pas de changement ».

Il était 7 h 20, quand un homme au volant d'une voiture piégée a fait sauter son véhicule alors qu'il roulait à côté d'un autobus transportant 53 passagers.

« J'ai senti l'autobus sauter et puis se renverser », a décrit le conducteur Mickey Harel, qui avait déjà échappé à trois attentats au cours des sept derniers mois. « J'ai vu des soldats projetés autour et devant le bus. » La majorité des occupants était en effet des militaires.

Des passagers ont été éjectés du véhicule qui s'est transformé en boule de feu. D'autres, pris au piège, sont morts brûlés vifs. Peu après, il ne restait plus que la carcasse calcinée et fumante de l'autobus, tandis que des fragments humains et divers objets étaient disséminés tout autour.

Meggido est située à quelques kilomètres du nord de la Cisjordanie, secteur où vivaient de nombreux auteurs d'attentats suicide. L'explosion, qui a eu lieu près de la prison de Meggido, a été acclamée par les nombreux détenus palestiniens, ont rapporté les gardiens de prison.

BAUME & MERCIER

GENEVE · 1830

CapeLand S
 CHRONOGRAPE AUTOMATIQUE
 EN ACIER INOXYDABLE
 CHRONOMETRE OFFICIELLEMENT CERTIFIÉ (COSC)
 ÉTANCHE À L'EAU JUSQU'À 200 MÈTRES
www.baume-et-mercier.com
 3,995\$

CHÂTEAU D'IVOIRE
 Depuis 1978

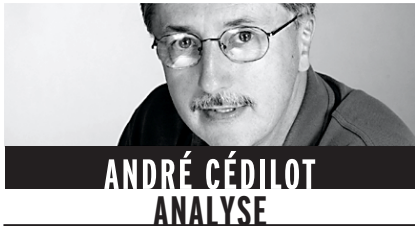
2020, rue de la Montagne, Montréal • (514) 845-4651

ACTUALITÉS

VENTE DE LANCEMENT DE 50% RÉDUCTION
Lisbonne • Madrid
 Consultez votre agent de voyages
 ou tél. à Canada Air Charter
 3088964
 (514) 858-6300 ou 1 800 667-8569

BANDIDOS |

Une opération qui arrive à point



ANDRÉ CÉDILLOT
ANALYSE

APRÈS DE LONGUES années de malheurs avec les Hells Angels, les spécialistes de l'antigang de la police de Montréal ont décidé de frapper vite et fort les Bandidos afin de leur couper les ailes avant qu'ils ne deviennent trop puissants.

Astucieux et surtout très perspicaces, les limiers montréalais avaient prévu s'attaquer aux Bandidos avant même de clore l'opération Printemps 2001, qui a permis en mars l'an dernier, de démanteler les Nomads et leur filiale des Rockers.

De fait, c'est en février 2001 que les policiers se sont résolument mis aux troupes des Bandidos, formés en majorité d'anciens Rock Machine décimés par la guerre avec les Hells qui a fait plus de 160 morts depuis 1994.

Le moment ne pouvait être mieux choisi puisqu'il était prévisible que les Rock Machine/Bandidos, quoique vacillants, cherchent à reconquérir les territoires de vente de drogue perdus aux mains des Hells Angels sur l'île de Montréal.

Dès le lendemain du coup de force qui a ébranlé leurs rivaux, les ex-Rock Machine ont fait sentir leur présence à Montréal et sa banlieue. Cette nouvelle charge s'est traduite par quelques règlements de comptes, mais surtout des menaces et une vague d'attentats au cocktail Molotov dans des brasseries et des bars contrôlés par les Hells Angels.

Veillant au grain, la police a mis fin à cette nouvelle escalade de violence en appréhendant cinq ou six membres d'un gang de rue appelé les Killer Bees, à la solde des Bandidos. Depuis la fin novembre, c'est le quasi-calme plat, même si les Hells Angels sont toujours aussi dominants.

Bien que marginaux et passablement désorganisés, les Bandidos avaient réussi tant bien que mal à reprendre un peu le dessus, en se montant petit à petit un autre réseau assez lucratif entre Montréal, Québec, Kingston et Toronto. « Les choses allaient assez rondement, même si elles n'avaient pas l'ampleur d'autrefois », estime un expert de la police.

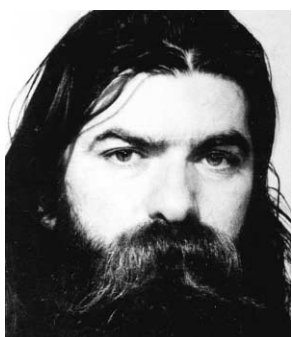
Selon lui, il y a peu de chances que les Bandidos canadiens puissent survivre à l'opération d'hier puisque tous les membres sont maintenant sous les verrous. Déjà, la situation n'était pas tellement stable, les effectifs du club au Québec et en Ontario ayant fondu de moitié au cours de la dernière année. De 53, ils sont passés à 25, répartis à peu près d'égale façon entre les deux provinces.

À Québec, par exemple, le groupe s'est scindé en deux au cours de la dernière année. Craignant la nouvelle loi antigang, plusieurs ont laissé tomber leurs couleurs pour devenir des trafiquants indépendants. Ils continuaient toutefois de s'approvisionner auprès des mêmes fournisseurs.

La situation dans la Vieille Capitale est d'autant plus précaire que les principaux leaders locaux, les frères Fred et Jean-Judes Faucher, ainsi que Marcel Demers et Alain Williamson sont derrière les barreaux. Aux dernières nouvelles, il ne restait que deux membres en liberté!

À Montréal, ce n'est guère mieux avec l'arrestation hier de l'expérimenté motard Merlin Cyr, et de leur principal fournisseur de drogue, Jean Dicaire, tous deux membres en règles des Bandidos. En démantelant leur réseau de drogue, la police vient de leur couper les jambes.

Le coup de plus dur est peut-être l'inculpation pour complot de trafic de drogue et gangstérisme du fondateur des Rock Machine, Salvatore Cazzetta. Parmi les associés des Bandidos, on comptait beaucoup sur lui pour relancer l'organisation quand il sortirait de prison.



Photothèque La Presse ©
Salvatore Cazzetta, au début des années 1990.

Bref, il ne reste plus que les chapitres ontariens de Kingston et Toronto, où tout ne va pas tellement bien depuis un an.

D'après les spécialistes de la police, la perte du chef national Alain Brunette, arrêté hier, met sérieusement en péril les activités des Bandidos dans la province voisine. Conclusion logique : la survie des bandidos ne tient plus qu'à un fil au Canada.

Les Bandidos ont aussi deux représentants en Colombie-Britannique. Il s'agit de motards américains qui portent les couleurs d'une bande de l'État de Washington, là où se trouve le plus souvent le chef international du gang, Georges Weigers. Les Rock Machine avaient mis au moins trois ans à le convaincre de les accepter dans ses rangs, en 2000.

La razzia d'hier devrait être perçue comme un échec par les Bandidos. Deuxième club en importance dans le monde après les Hells Angels, ils comptent plus de 1200 membres répartis au sein de 108 chapitres à travers le monde. À part les États-Unis, ils sont présents en Europe, en Australie et même en Asie.

ÉLECTIONS COMPLÉMENTAIRES |

Bernard Landry n'est pas le bienvenu dans Joliette

Le candidat péquiste préfère que le chef de son parti reste à l'écart

PASCALE BRETON

JOLIETTE — Le premier ministre du Québec, Bernard Landry, n'est pas le bienvenu dans la circonscription de Joliette, à tel point que le candidat péquiste, Michel Bellehumeur, préfère que son chef demeure à l'écart de la campagne électorale.

L'ancien député du Bloc québécois explique que c'est une question de « respect pour ses organisateurs et la population en général ». Plusieurs personnes digèrent encore mal la façon dont M. Landry a traité l'ancien ministre Guy Chevrette. Celui-ci, qui a été député de Joliette pendant 25 ans, a remis sa démission en janvier dernier.

« Dans le cadre d'une élection générale, je veux qu'il (Bernard Landry) vienne, c'est évident. Mais dans le cadre d'une partielle, je ne juge pas que c'est pertinent », explique M. Bellehumeur.

Il faut dire que le candidat compte sur une équipe formée de plusieurs anciens collaborateurs de Guy Chevrette. Beaucoup de ces personnes avaient juré de ne plus jamais travailler pour le Parti québécois (PQ) après le

départ fracassant de leur député-ministre, ajoute M. Bellehumeur. « Lise Asselin, par exemple, qui est responsable de mon agenda, a travaillé au bureau de M. Chevrette à Québec. Je me vois mal lui demander de m'organiser une petite journée avec le premier ministre. »

Le candidat péquiste parle d'ailleurs très peu du premier ministre lorsqu'il rencontre les citoyens. Il préfère plutôt rappeler que c'est M. Chevrette qui l'a pressé de se présenter dans Joliette, lors d'un souper que les deux hommes ont partagé le 4 mai dernier. C'est d'ailleurs ce jour-là que M. Bellehumeur a rencontré le responsable du recrutement pour l'Action démocratique du Québec, mais il a toujours nié avoir songé à se présenter sous la bannière adéquate.

Ce n'est pas la première fois que M. Bellehumeur tient ce genre de discours envers le chef du PQ. Questionné cette semaine sur l'absence de M. Landry pendant la campagne électorale, il a lancé en conférence de presse devant les médias locaux que « par respect pour la population de Joliette, qui a peut-être été fâchée de la façon dont ça s'est passé sur le terrain, de la façon dont on a traité M. Chevrette, je ne vois pas la pertinence pour le moment que M. Landry vienne dans le comté », selon un reportage de la radio M103,5 FM.

Contrairement aux chefs des deux autres partis, qui visitent régulièrement la circonscription de Joliette depuis le début de la campagne, M. Landry n'y a pas remis les pieds depuis l'assemblée d'investiture de son candidat.

Il sera cependant présent ce soir, dans le cadre d'une activité prévue depuis longtemps et il n'est pas question pour lui de l'annuler, a déclaré hier l'attaché de presse de M. Landry, Hubert Bolduc. Le premier ministre participe à un cocktail à l'Académie Antoine-Manseau de Joliette dans le cadre de la clôture d'une campagne de financement dont il était le président d'honneur. M. Bellehumeur y sera aussi, à titre d'ancien élève de cette institution privée.

La venue de M. Landry est vivement attendue, affirme son attaché de presse en rappelant que le premier ministre est originaire de la région et qu'il s'est présenté comme candidat péquiste au début des années 1970, avant Guy Chevrette. Quant aux propos de M. Bellehumeur, il s'agit « d'une déclaration maladroite, comme cela peut arriver de la part de candidats dans le feu de l'action ».

Prenez la mesure de l'importance des élections partielles du 17 juin à www.cyberpresse.ca/partielles

CENTRES D'ACCUEIL POUR PERSONNES ÂGÉES |

Les soins sont boiteux, déplore la vérificatrice

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Injecter plus d'argent dans le système ne réglera pas les problèmes : les services d'hébergement offerts aux personnes âgées sont défectueux, constate la vérificatrice générale du Québec, Doris Paradis, dans son premier rapport à l'Assemblée nationale.

Constat troublant de la part de la vérificatrice : les soins de longue durée aux personnes âgées en perte d'autonomie sont donnés souvent à l'aveuglette, sans les évaluations nécessaires, et de façon bien différente d'une région à l'autre. Or le nombre de personnes en perte d'autonomie doublera d'ici 30 ans. Les contribuables sont en droit dès maintenant d'attendre de meilleurs services pour les 2,5 milliards qu'injecte chaque année Québec dans ce réseau.

Surtout, déplore M^{me} Paradis, la situation n'a guère évolué depuis que son prédécesseur, Guy Breton, a sonné l'alarme dans un rapport accablant il y a huit ans.

Recevant le rapport hier à l'Assemblée nationale, le ministre de la Santé, François Legault, a soutenu que la clé du problème est entre les mains d'Ottawa, qui s'obstine à ne pas donner aux provinces les sommes dont elles ont besoin pour dispenser les soins. Faire « sauter » Jean Chrétien pour le remplacer par Paul Martin ne réglera rien, prédit M. Legault. « L'argent est à Ottawa », a-t-il martelé en réplique à la libérale Monique Gagnon-Tremblay qui l'accusait de faire « de la petite politique » avec les citoyens les plus vulnérables de la société.

Et la vérificatrice générale n'est pas loin de donner raison à cette dernière. Pour M^{me} Paradis — qui remplace par intérim M. Breton —, l'ajout de nouvelles ressources ne constitue pas la réponse aux problèmes des soins de longue durée. « Il y a des recommandations qui peuvent être mises en place sans nécessiter des sommes additionnelles de budget. On peut planifier les choses correctement et prendre les moyens de corriger plusieurs lacunes », tranche M^{me} Paradis.

« On peut toujours faire plus avec plus d'argent. L'important est de bien faire les choses avec l'argent dont on dispose », souligne la surveillante des fonds publics. Huit ans après un premier rapport, Québec n'a appliqué jusqu'ici que trois des neuf recommandations faites par le prédécesseur de M^{me} Paradis.

Les lacunes du système public sont nombreuses. La vérificatrice, qui ne peut que survoler le réseau des maisons privées, constate que les Régies régionales doivent parfois faire affaire avec des centres privés qui n'ont même pas de permis. Même une fois le permis accordé, les contrôles sont « variables et parfois inexistantes ». Selon M^{me} Paradis, le ministère de la Santé n'a « qu'une vision partielle » de la situation dans ses centres d'hébergement de longue durée.

Dans le réseau public, « l'accessibilité, la disponibilité et l'intensité des services » sont déficients. Dans les centres privés, on a constaté que 71 % des aînés logés dans les résidences sans permis ne recevaient pas de soins du CLSC local.

Même dans les centres publics, on ne trouve pas toujours le personnel requis pour

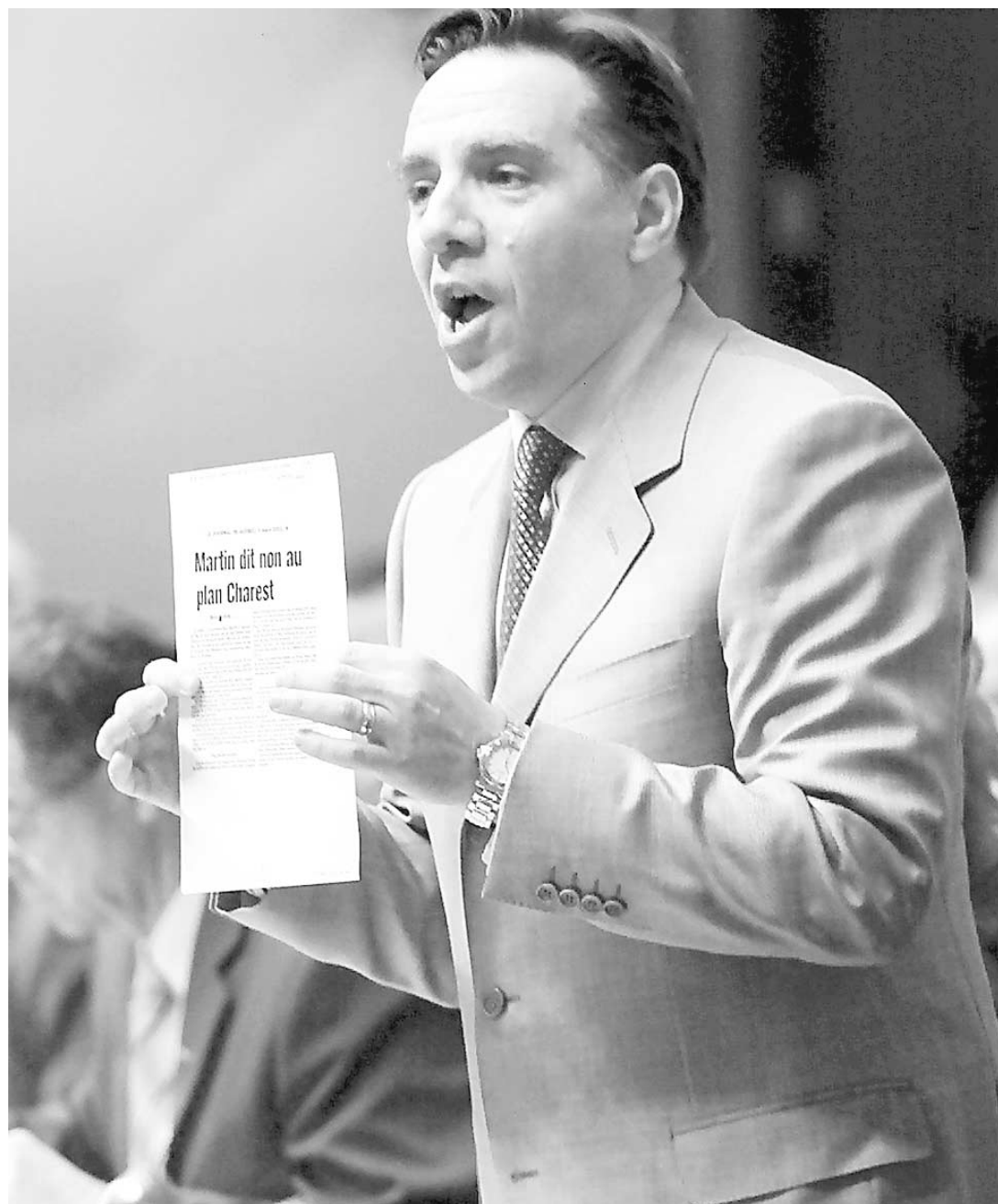


Photo PC
Prenant la défense de son gouvernement à l'Assemblée nationale, le ministre de la Santé, François Legault, a rappelé qu'en matière de santé, Ottawa a déjà rejeté des solutions proposées par le chef du Parti libéral du Québec, Jean Charest.

fournir les soins de physiothérapie ou d'ergothérapie.

M^{me} Paradis constate que 13 % des personnes âgées admises en centre d'accueil peuvent attendre un an avant qu'on procède à leur évaluation physique et qu'on prépare pour eux un plan d'intervention. Pas moins de 60 % des personnes âgées attendent deux mois pour ce premier bilan, qui normalement devrait se faire dès l'admission.

La vérificatrice constate aussi d'immenses disparités entre l'accessibilité des places : « une personne peut attendre deux mois avant d'être hébergée dans une région alors que dans une autre, c'est plus de six mois qu'elle devrait attendre ». Pour obtenir une place, on doit attendre 160 jours en moyenne dans Lanaudière et 153 jours à Montréal. La moyenne est de 190 jours dans Chaudière-

Appalaches, 181 jours dans les Laurentides et 172 jours en Montérégie. En revanche, on parle de 62 jours en Gaspésie et 99 sur la Côte-Nord.

En outre, déplore la vérificatrice, le laxisme dans la préparation des listes d'attente fait qu'on y surestime de 20 % le nombre des personnes âgées. On oublie d'enlever le nom de celles qui sont mortes ou qui ont trouvé une place.

Voir autre texte en A4

Consultez le rapport intégral de la vérificatrice générale du Québec à www.cyberpresse.ca/verificatrice

Les militants libéraux sont les plus généreux

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Un moment mise de côté par le Parti libéral du Québec, la pratique des coûteux cocktails-bénéfice a pris de l'ampleur l'an passé, révèle le rapport du Directeur général des élections sur les finances des partis politiques.

En 2001, le PLQ a tenu 22 cocktails-bénéfice dont le prix d'entrée était de 1000 \$ pour des recettes totales de 944 000 \$, soit presque le double de l'année précédente où le parti de Jean Charest n'avait tenu que 16 événements similaires qui lui avaient procuré 552 000 \$.

Au Parti québécois les activités de financement « au national » sont à 250 \$: le cocktail de Bernard Landry au printemps 2001 a amené 451 000 \$ au PQ, une croisière à Québec a généré 66 000 \$ et un cocktail au Château Frontenac pour l'est du Québec, 217 000 \$.

Le rapport du DGE est une mine de renseignements sur l'état financier des partis. On constate que Brian Mulroney, qui vient de recevoir l'Ordre du Québec des mains

de Bernard Landry, est un généreux donateur au parti de Jean Charest, soit 3000 \$, la limite pour un électeur. Sa femme, Mila, a donné 2000 \$.

Selon les données du DGE, comme tous les partis vendent leur carte de membre 5 \$, on peut évaluer à environ 2760 le nombre de membres de l'Action démocratique du Québec puisque 13 800 \$ ont été reçus à titre d'adhésions.

Pour le PQ, quand on ajoute les revenus des circonscriptions à celui du national, on retrouve 360 000 \$ d'adhésions, soit environ 72 000 membres. Pour le PLQ on évalue par la même méthode que le nombre de membres est d'environ 120 000 avec 600 000 \$ reçus pour les adhésions.

Le Parti libéral a amassé 5,5 millions en contributions en 2001, contre 1,5 million pour le PQ et 95 000 \$ pour l'Action démocratique. La contribution moyenne d'un militant libéral est de 198 \$, tandis qu'un péquiste donne 117 \$ en moyenne et un adéquate 116 \$.

OFFICE DE PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Trois appels sur quatre restent sans réponse

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Les contribuables auraient le droit de porter plainte pour les services qu'ils obtiennent de l'Office de protection du consommateur. Dans un rapport décapant, la nouvelle vérificatrice générale relève des failles sérieuses dans la gestion de cet organisme.

Trois fois sur quatre, les citoyens qui téléphonent à l'Office pour des informations n'obtiennent même pas de réponse. Ils peuvent se consoler: les informations fournies à ceux qui ont assez patience pour qu'on prenne leur appel ne sont pas fiables, constate Doris Paradis dans son premier rapport déposé à l'Assemblée nationale.

L'Office a d'abord un problème d'accessibilité: 72 % des coups de fil passés à Québec ou à Montréal n'ont jamais eu de réponse. Pour les autres, les délais d'attente en ligne dépassent cinq minutes, une



Photo PC

La nouvelle vérificatrice générale, Doris Paradis.

fois sur quatre. Sur les 115 employés, 69 se trouvent dans les bu-

reaux de Montréal et de Québec, 46 autres se trouvent dans 11 bureaux régionaux.

Les fonctionnaires chargés de répondre au public ne le font que sur 30 % de leur quart de travail. Pour le reste, ils lisent de la documentation sans que ces activités soient planifiées ou encore moins évaluées. Par ailleurs, les informations qui sont données par les fonctionnaires de l'Office ne sont pas toujours fiables.

Selon la vérificatrice, un important coup de barre s'impose. L'organisme ne peut accuser les réductions de budget — 30 % en 1995 — d'être à la source de tous les problèmes. « L'Office peut faire davantage avec les ressources actuelles, améliorer son information de gestion, son organisation du travail. Il y a définitivement moyen de faire mieux », constate M^{me} Paradis.

CHRÉTIEN

Suite de la page A1

Du même souffle, ils ont aussi pressé M. Chrétien de tenter un rapprochement avec son éternel rival afin d'assurer l'avenir du Parti libéral du Canada. « Et le futur du Parti libéral, a confié la députée de Mississauga-Est, Albina Guarnieri, c'est Paul Martin. »

« L'avenir, c'est Paul Martin », a à son tour déclaré à La Presse le député Dan McTeague, en nous priant de bien mettre les guillemets à sa phrase. M. McTeague, qui est l'un des plus chauds partisans de l'ex-ministre des Finances, a réclamé que M. Martin soit réintégré dans ses fonctions ministérielles dans les plus brefs délais.

En fait, ce que souhaitent les partisans de Paul Martin, c'est que le premier ministre accepte de faire un pacte secret avec le député de LaSalle-Énard afin de préparer sa venue au pouvoir. Cette trêve permettrait aux libéraux de gouverner en toute tranquillité d'ici la prochaine course à la direction.

M^{me} Guarnieri a affirmé qu'elle était convaincue que M. Chrétien avait bien écouté les doléances des députés et qu'il allait trouver une « bonne solution » pour le parti. « Lors des dernières élections, il y avait un contrat et lorsque les gens ont voté pour le gouvernement Chrétien, Paul Martin était inclus. Ils s'attendaient à ce que Paul Martin prenne la relève. M. Martin n'a jamais abandonné le gouvernement, c'est le gouvernement qui a abandonné M. Martin. »

Au début de la rencontre de deux heures à huis clos, le premier ministre a tenté pendant 42 minutes de parler les coups en expliquant longuement pourquoi il avait congédié le ministre des Finances. Il a aussi proposé à ses députés d'étirer la rencontre jusqu'à 14 h afin de permettre à tous de s'exprimer. Mais il a coupé court aux échanges parfois acerbes peu de temps après le coup de midi, à la grande stupéfaction du clan Martin.

Un peu plus tôt, devant les journalistes, le premier ministre avait expliqué qu'il avait été poussé dimanche par le gouverneur de la Banque du Canada, David Dodge, à congédier le ministre très rapidement en raison de l'ouverture des marchés asiatiques dimanche soir. M. Martin souhaitait disposer de plus de temps pour réfléchir.

Lors de ce caucus explosif d'hier, 16 députés libéraux ont exprimé au premier ministre leur point de vue au micro, lui rappelant pour la plupart que personne n'approuvait ce qui était arrivé à Paul Martin. Sur les 16 députés qui ont pris la parole, 13 ont reproché à M. Chrétien son geste unilatéral et surtout d'avoir à maintes reprises ces derniers mois laissé entendre qu'il trouvait légitime que ses successeurs se préparent à la course à sa succession pour ensuite ordonner, jeudi dernier, que toute campagne cesse.

« J'aurais dû mettre mon pied à terre il y a un an », a alors déclaré le premier ministre qui a assuré ses députés, après les avoir longuement écoutés, qu'il avait bien compris leur message et que leurs propos n'étaient pas tombés dans l'oreille d'un sourd. « Le caucus est derrière notre chef, c'est sûr, a commenté le député de Vaudreuil-Soulanges, Nick Discepola, partisan déclaré de Paul Martin. Mais le problème, c'est qu'il y a encore deux camps. »

Jacques Saada, député de Brossard-La Prairie, a comparé la rencontre à une réunion de famille où parfois les échanges sont acrimonieux. Dan McTeague a estimé encore qu'il était difficile désormais de retourner là où les libéraux étaient voici deux semaines. « Le pain est brisé », a-t-il dit.

En fait, la campagne pour prendre les commandes du Parti libéral est déjà fort engagée. À preuve, les partisans de M. Martin accusent l'entourage du premier ministre Chrétien de se livrer en coulisses à une campagne de salissage. Dans un document intitulé *Le déshonorable Paul Martin* qui circule depuis deux jours à Ottawa, la compagnie Canada Steamship Lines (CSL), qui appartient à l'ex-ministre des Finances, est accusée d'entretenir des liens condamnables avec la Banque Royale du Canada.

Le document soutient en effet que la Banque Royale « subventionne depuis neuf ans » à coups de centaines de millions la compagnie de Paul Martin. Or, selon le bureau de M. Martin, la Banque Royale n'est plus l'institution financière avec laquelle CSL fait affaire.

« Il est décevant de voir ce genre de campagne de salissage à l'endroit de quelqu'un qui a tant donné au pays. C'est évident que c'est une tentative délibérée de répandre des mensonges. C'est exactement ce genre de tactique, qui vise à salir la réputation de Paul Martin, qui a causé la situation difficile dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui », a déclaré hier à La Presse Brian Guest, porte-parole de M. Martin.

M. Martin fera un retour remarqué à Ottawa ce soir en participant à un certain nombre de votes aux Communes. Il mettra également fin au mutisme qu'il s'est imposé depuis dimanche soir en répondant aux nombreuses questions des journalistes au sujet de la crise provoquée par son congédiement.

M. Chrétien sera également présent aux Communes lors du vote. Craignant de se faire conspuer par les nombreux sympathisants de Paul Martin en Colombie-Britannique, le premier ministre a en effet annulé un voyage aujourd'hui à Vancouver, où il devait assister à un déjeuner organisé par l'Americas Society.

Super fin de semaine Nikon

NUMÉRIQUE

Venez rencontrer Guy Authier, représentant de Nikon pour une démonstration de leurs produits

Vendredi 7 juin de 16 h à 21 h et samedi 8 juin de 10 h à 17 h

Appareil photo compact

Nikon® One Touch Zoom 90S

Appareil photo 35 mm compact
Zoom Nikon 38-90 mm
Position macro
Flash intégré et réduction anti-yeux rouges
159⁹⁹ \$
Incluant : étui, film, courroie et pile



Nikon® Lite Touch 140 ED

Appareil photo 35 mm compact
Zoom puissant Nikon 38-140 mm
Lentille verre ED
Smart flash intégré
279⁹⁹ \$
Incluant : étui, film, courroie et pile



Appareil photo reflex

Nikon® F 55

Appareil photo réflex 35 mm, très léger
Objectif zoom Nikkor 28-80 mm F3.3-5.6G
3 zones de mise au point
Flash intégré
419⁹⁹ \$
Incluant : film, courroie et pile



Nikon® F 80

Appareil photo réflex 35 mm
Objectif zoom Nikkor 28-80 F3.5-5.6D
Visualisation profondeur de champ
Cadence rapide 3 images/sec.
3 types de mode pose/mètre
Flash intégré
769⁹⁹ \$
Incluant : courroie et pile



Nikon® F 85

Appareil photo réflex 35 mm
Objectif zoom Nikkor 28-100 mm F3.5-5.6G
5 zones de mise au point
Flash intégré
579⁹⁹ \$
Incluant : sac photo, courroie et pile

Objectif et flash

Objectif Nikkor 70-300 mm F 4-5.6G
189⁹⁹ \$

Objectif Nikkor 70-300 mm F4-5.6D
Lentille verre ED
499⁹⁹ \$

Nikon SB-50DX

Flash Nikon TTL
Illuminateur à mise au point 100 % compatible avec tous les boîtiers Nikon (sauf F3)



289⁹⁹ \$

Appareil photo numérique

Nikon® Coolpix 2500

Appareil photo numérique
Zoom 3x optique équivalent 37-111 mm
Résolution 2 millions de pixels
Interface USB
549⁹⁹ \$
Incluant : carte mémoire 8Mo, câble



Nikon® Coolpix 995

Appareil photo numérique
Zoom Nikkor 4X (38-152 mm)
Résolution 3,34 millions de pixels
Expositions automatique, semi-automatique et manuelle
Interface USB
Mode vidéo
899⁹⁹ \$
Incluant : carte mémoire 16 Mo, câble, courroie, pile, chargeur et Photoshop 5 LE



Nikon® Coolpix 885

Appareil photo numérique
Zoom Nikkor 3X (38-115 mm)
Résolution 3,34 millions de pixels
Expositions automatique et manuelle
Interface USB
Mode vidéo
769⁹⁹ \$
Incluant : carte mémoire 16 Mo, câble, courroie, pile, chargeur et Photoshop 5 LE



Nikon® Coolpix 5000

Appareil photo numérique
Zoom 3X optique (28-85 mm)
Résolution 5,2 millions de pixels
Sensibilité de 100 ISO à 800 ISO
Mode vidéo avec son
Interface USB
1 429⁹⁹ \$
Incluant : carte mémoire 32 Mo, courroie et pile



Numériseur

Nikon® CoolScan IV ED

Numériseur pour film 35 mm; Résolution 2900 PPP; Plage densité 3,6; Interface USB
1 199⁹⁹ \$
Incluant : porte-diapos, négatif et logiciel PhotoShop LE 5

Nikon® CoolScan 4000 ED

Numériseur pour film 35 mm; Résolution 4000 PPP; Plage de densité 4,2; Interface iIEEE-1394
2 299⁹⁹ \$
Incluant : carte et câble " Fire Wire " et accessoires



Jumelles

Nikon Action VI 8 x 40

Jumelles performantes; Grossissement de 8X
Idéales pour l'observation des oiseaux
Champ de vision large
Lentilles asphériques
169⁹⁹ \$
Incluant : étui, courroie et capuchons



Travelite V 8 x 25

Jumelles légères et puissantes
Grossissement de 8X
Format compact
Idéal pour voyager
149⁹⁹ \$
Incluant : étui, capuchons protecteurs et courroie



8 x 25 CF WP/RA

Grossissement de 8X
Revêtement caoutchouté
Étanches et antibuées
Idéales pour le plein air
279⁹⁹ \$
Incluant : étui, capuchons protecteurs et courroie



Action Lookout IV

10 x 50 CF
Jumelles idéales pour le Grand Prix
Grossissement de 10X
Traitement multicouches
Lentilles asphériques
209⁹⁹ \$
Incluant : étui, capuchons protecteurs et courroie



10 x 25 WP / RA

Idéales pour le plein air
Grossissement de 10X
Format compact
Légères, antibuées et étanches
329⁹⁹ \$
Incluant : étui, capuchons protecteurs et courroie



L.L. Lozeau

LE GRAND CHEF DE LA PHOTOGRAPHIE ET DES TECHNOLOGIES DE L'IMAGE
(514) 274-6577 | **6224, St-Hubert**
www.lozeau.com | **Montréal, Québec**

Heures d'ouverture

Lundi	8h à 18h	Samedi	9h à 17h
Mardi	8h à 18h	Dimanche	9h à 17h
Mercredi	8h à 18h	Valable jusqu'au 20 juin 2002	
Jeudi	8h à 21h		
Vendredi	8h à 21h		

Alexa McDonough quitte la direction du NPD

« L'une des qualités importantes d'un leader est de savoir quand passer le flambeau à quelqu'un d'autre. »

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Coup de théâtre hier dans la capitale nationale : Alexa McDonough a décidé d'abandonner la direction du Nouveau Parti démocratique afin de faire place à du sang neuf deux ans avant les prochaines élections fédérales.

En annonçant sa démission, M^{me} McDonough n'a pu s'empêcher de décocher une flèche au premier ministre Jean Chrétien, qui jongle avec l'idée de solliciter un quatrième mandat malgré l'appel pressant d'un certain nombre de députés libéraux qui l'invitent à tirer sa révérence au profit de l'ex-ministre des Finances, Paul Martin.

« L'une des qualités importantes d'un leader est de savoir quand passer le flambeau à quelqu'un d'autre. (...) Les libéraux ont carrément perdu de vue ce que cela veut dire que de servir la population en tant que député, en tant que parti politique et en tant que gouvernement », a déclaré M^{me} McDonough, qui a précisé avoir pris sa décision il y a deux mois.

La leader néo-démocrate, qui a déployé des efforts louables afin d'apprendre le français dans les mois qui ont suivi son élection à la tête du parti, a déploré « le triste spectacle et le cirque » entourant la lutte à finir entre Jean Chrétien et Paul Martin pour diriger le Parti libéral.

M^{me} McDonough, qui a été élue à la barre du NPD le 14 octobre 1995, a indiqué qu'elle restera à la tête du parti jusqu'à ce que les militants choisissent un nouveau chef lors d'un congrès qui aura lieu d'ici six mois.

Celle qui est devenue la première femme à diriger une formation politique reconnue au pays en 1980 lorsqu'elle a été élue leader du NPD en Nouvelle-Écosse, compte aussi demeurer député d'Halifax jusqu'aux prochaines élections et de briguer de nouveau les suffrages lors du prochain scrutin.

« Je suis heureuse de lancer cette importante étape de renouvellement



Photo Reuters

Alexa McDonough, qui est devenue la première femme à diriger une formation politique reconnue au pays en 1980 lorsqu'elle a été élue leader du NPD en Nouvelle-Écosse, compte demeurer député d'Halifax jusqu'aux prochaines élections et briguera de nouveau les suffrages lors du prochain scrutin. On la voit ici alors qu'elle quittait hier la colline parlementaire.

ment de notre parti dans le climat politique que l'on vit à l'heure actuelle. Je suis satisfaite des progrès que mon parti a réalisés au cours des dernières années, mais je ne suis pas satisfaite de voir que le

parti est toujours à 13 ou 14 % dans les sondages », a lancé M^{me} McDonough.

Sous sa houlette, le NPD a remporté 21 sièges en 1997, année où elle a fait officiellement son entrée

aux Communes et a ainsi recouvré le statut de parti officiel qu'il avait perdu lors des élections de 1993. Aux élections de 2000, qui avaient été précédées par un débat déchirant au sujet de la direction que de-

vait prendre le parti afin de faire des gains, le NPD a fait élire 13 députés.

Durant son règne, M^{me} McDonough a souvent lancé des appels en faveur d'un renouvellement du parti qui est toujours divisé entre les partisans de politiques de gauche traditionnelles et ceux qui souhaitent emprunter la voie tracée par le premier ministre britannique Tony Blair et son New Labour.

M^{me} McDonough a soutenu hier que le parti jouit d'un regain de vie certain à la suite des élections partielles du mois dernier au cours desquelles le NPD a remporté le comté de Windsor-Ouest, qui était un bastion libéral depuis près de 40 ans. Elle croit qu'un nouveau chef permettra de faire progresser le parti davantage à temps pour les prochaines élections.

Les députés Lorne Nystrom et Svend Robinson, qui avaient perdu aux mains de M^{me} McDonough en 1995, ainsi que Bill Blaikie font partie de la liste des candidats intéressés à la remplacer. Le conseiller municipal de Toronto, Jack Layton, est également un candidat potentiel, tout comme le très volubile Buzz Hargrove, le président du syndicat des travailleurs canadiens de l'automobile.

Aux Communes, hier, le premier ministre Chrétien et les autres chefs de parti ont tenu à rendre hommage à M^{me} McDonough. M. Chrétien a décrit la leader du NPD comme « une pionnière » au pays. « Ce qui m'a toujours impressionné, c'est qu'elle voulait démontrer à tous les Canadiens, en particulier à ceux de langue française, qu'il était important de célébrer les deux langues officielles du pays », a dit le premier ministre.

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a salué les convictions de M^{me} McDonough. « Bien que nous ne partagions pas sa vision des relations Québec-Canada, la députée d'Halifax a toujours démontré beaucoup de respect à l'endroit des Québécois et des Québécoises et nous l'en remercions. »

La GRC enquête sur un autre dossier lié à Groupaction

Presse Canadienne

OTTAWA — La GRC enquête sur un autre dossier du controversé programme fédéral de commandites qui est passé entre les mains de la firme montréalaise Groupaction.

Un projet appelé CD-ROM-Dessins animés a reçu en 2001-02 une somme de 125 000 \$ du programme de commandites. Pour la gestion de ce dossier, Groupaction a reçu une commission de 12 %, soit 15 000 \$.

Mais mercredi, le Bloc québécois a dénoncé à la Chambre des communes le fait qu'un montant de 320 000 \$ ait été payé pour des « honoraires professionnels » dans ce dossier.

« Les honoraires professionnels sont plus élevés que la subvention elle-même, faut le faire ! » a lancé le chef bloquiste, Gilles Duceppe.

M. Duceppe a tenté de savoir à qui ont été versés ces honoraires professionnels, mais le ministre des Travaux publics, Ralph Goodale, n'a pu fournir de réponse. « Ce

dossier a été transmis aux autorités appropriées », a-t-on expliqué au bureau du ministre, en laissant entendre que la GRC s'occupait maintenant de l'affaire.

M. Goodale a confirmé la semaine dernière que plusieurs dossiers du programme de commandites étaient entre les mains de la police. La GRC a déjà confirmé qu'elle avait entrepris une enquête criminelle sur trois contrats fédéraux d'une valeur totale de 1,6 million octroyés à Groupaction. Le cas d'une subvention de un million pour la production d'une série sur Maurice Richard, qui a transité par la firme Lafleur Communications, a également été transmis à la police. Lafleur est maintenant une filiale de Groupaction Marketing, une firme proche des libéraux. Le Bloc a aussi soulevé le fait que le projet CD-ROM-Dessins animés avait reçu en 2000 une subvention fédérale de 550 000 \$, soit 100 000 \$ de plus que le montant demandé. Groupaction a obtenu une commission de 66 000 \$ sur ce contrat.

Le Parti libéral se défend de freiner les adhésions

DENIS LESSARD

QUÉBEC — La permanence du Parti libéral du Canada à Montréal se défend de fermer le robinet aux nouvelles adhésions de membres dans les circonscriptions susceptibles d'être favorables à Paul Martin.

« On a toujours eu une attitude équitable, identique pour tous les comtés », a précisé Francine Patry, la présidente du PLC au Québec, se disant « surprise » des déclarations récentes de certains présidents d'associations libérales.

Selon les députés Robert Fragasso et Jean Robert Coderre, respectivement de Rivière-des-Millelles et Joliette, la permanence du PLC se montrait on ne peut plus suspicieuse devant les nouvelles adhésions depuis quelques semaines. M. Fragasso expliquait à *La Presse* qu'on lui avait refusé certaines adhésions faites sur des formulaires datant de l'an passé, et les deux hommes soutenaient qu'on ne leur donnait qu'au compte-gouttes les nouveaux formulaires.

Le nombre de membres sera né-

vralgique pour le vote de confiance au chef Jean Chrétien lors du congrès de février 2003. Les associations éliront des délégations de 12 personnes qui se rendront au congrès pour y voter, mais en outre chaque membre pourra voter dans sa circonscription sur le leadership de M. Chrétien.

Selon M^{me} Patry, la procédure actuelle est différente de celle adoptée lors des élections en 2000. À l'époque, compte tenu des assemblées de mise en candidature, la permanence distribuait largement les formulaires d'adhésion, par liasses de 500. Depuis, expliquait-elle, cette procédure a été modifiée : les présidents d'associations peuvent avoir 100 formulaires à la fois, « mais on leur en donne 100 autres dès qu'ils ramènent les 100 premiers complétés ». De plus, dit-elle, il avait été expliqué clairement que les anciens formulaires n'étaient plus valides. Une campagne éclair menée entre octobre et mai a ainsi permis d'obtenir 17 000 renouvellements de cartes au Québec, où le PLC compte actuellement 40 000 membres, selon M^{me} Patry.

Paul Smith LONDRES

BIKKEMBERG

DKNY

RENÉ LEZARD

MOSCHINO

ÉVÉNEMENT

COLLECTIONS DESIGNERS

PRINTEMPS • ÉTÉ 2002

30% à 50%

DE RABAIS SUR CES GRIFFES

VERSACE JEANS COUTURE

STONEWOOD + BRYCE

AJ | ARMANI JEANS

MARELLA

Lino Catalano

TOMBOLINI

simons

Place Ste-Foy • Montréal Centre-ville • Promenades St-Bruno

Une autre fête du Canada pour Serge Savard

L'an dernier, il avait remis sa démission à Sheila Copps

STÉPHANIE BÉRUBÉ

VINGT-HUIT MUNICIPALITÉS du Québec participeront cette année aux célébrations officielles de la fête du Canada. C'est trois de plus que l'année dernière, notent les organisateurs québécois qui remarquent aussi que les budgets, eux, sont restés inchangés, soit 5 millions de dollars venus directement des coffres de Patrimoine canadien pour les activités présentées dans la Belle Province.

Serge Savard, président de Célébrations Canada pour le Québec, avoue que Montréal perd un peu dans l'expansion des festivités. Les prochaines fêtes du Canada, dans le Vieux-Port de Montréal, réuniront notamment Plume Latraverse, Kevin Parent, Zachary Richard et le groupe canadien Blue Rodeo.

L'ancien joueur de hockey présentait hier la programmation des festivités, peut-être pour la dernière fois. Car l'année dernière, M. Savard a remis sa démission à la ministre du Patrimoine canadien, Sheila Copps, qui l'avait nommé à la présidence de Célébrations Canada, il y a cinq ans. La ministre ne lui ayant toujours pas trouvé de successeur, M. Savard poursuit ses activités cette année.

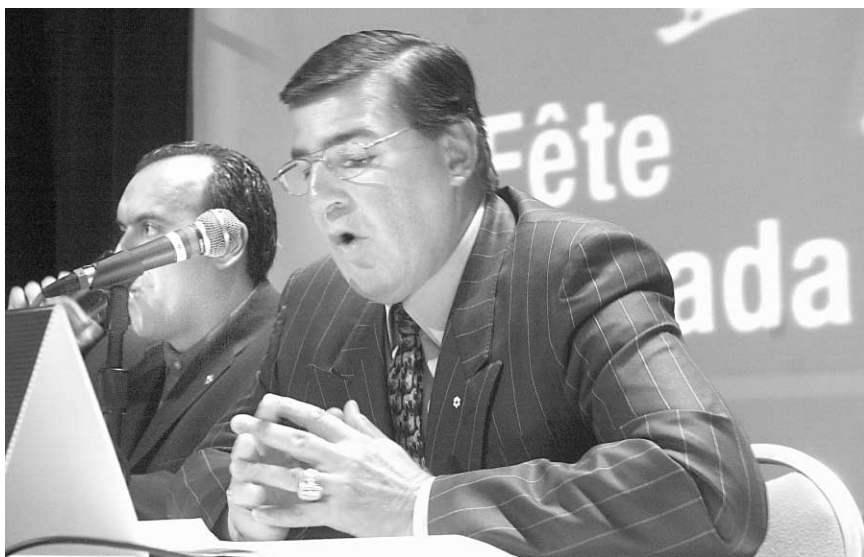


Photo ROBERT NADON, La Presse

Serge Savard présentait hier la programmation des festivités de la fête du Canada, peut-être pour la dernière fois.

Célébrations Canada est doté d'un budget de 5 millions de dollars qui provient à « 99 % » de gouvernement fédéral. Mais il s'agit de subventions et non de commandites. Ce qui veut dire qu'aucune firme externe n'est employée par le gouvernement pour rendre compte de la façon dont le groupe a dépensé l'argent. Donc, pas de commission à un tiers.

Le président de l'organisme ne touche pas de salaire. « Je n'ai même jamais chargé un sou en compte de dépenses », prévient Serge Savard qui considère ce geste comme « sa contribution personnelle ».

M. Savard affirme que les scandales dans le milieu de la commande n'ont pas de répercussion sur

son événement, si ce n'est les nombreuses questions des journalistes. Il dit d'ailleurs être prêt à ouvrir ses livres à n'importe qui, n'importe quand.

Trois personnes, engagées par M. Savard, assurent la permanence à Célébrations Canada, dont le directeur général de l'événement, Jean Langlais, qui était à l'emploi du gouvernement fédéral avant la création de Célébrations Canada. M. Savard précise qu'il y a actuellement une entente entre le ministère du Patrimoine canadien et le groupe qu'il préside, et qu'en bout de ligne, le salaire de son directeur est versé par Célébration Canada, ce qui lui assure pleine autonomie.

Des fêtes sous le signe de l'eau

La prochaine fête du Canada aura pour thème l'eau. « Ça fait quatre ans qu'il pleut le 1^{er} juillet », notait à la blague Jean Langlais. À Montréal, le coup d'envoi aura lieu le 29 juin, avec l'inauguration du Jardin Eau-Canada, imaginé par le jardinier Albert Mondor. Le Musée de la mer de Pointe-au-Père participe aussi à la fête en présentant une exposition sur le naufrage du navire *Empress of Ireland* et les gens du Musée du Bas-Saint-Laurent orchestrent la création d'une murale maritime, faite

sous la direction artistique du sculpteur montréalais Armand Vaillancourt qui a promis d'être présent les trois jours que durent les festivités. Du théâtre pour toute la famille est aussi à l'horaire (tous les détails de la programmation au www.celafete.ca).

Sur scène, les Montréalais pourront voir le groupe Yelo Molo le soir du 29 juin et Zachary Richard et Kevin Parent le lendemain. La grande soirée CélaFête, le 1^{er} juillet, s'est donnée des airs un peu plus rock cette année. Blue Rodeo, Plume Latraverse, Bob Walsh, Angel Forrest, DJ Daniel Desnoyers et Martin Deschamps s'occupent de l'animation jusqu'aux traditionnels feux d'artifices.

Ailleurs en province, notons France D'Amour à Montmagny, Noir Silence à Baie-Comeau, Carmen Campagne à Laval, Patrick Norman à Victoriaville et Luba à Chicoutimi. Chaque comité local est responsable de sa programmation.

Le budget total alloué par Patrimoine canadien pour l'ensemble des fêtes du Canada est de 6 809 000 \$ pour tout le pays. La commission de la capitale donne aussi environ 2 millions de dollars pour les festivités qui se tiennent dans la région d'Ottawa.

Photos et empreintes pour les étrangers

MARTIN VALLIÈRES

WASHINGTON — Le Service de l'Immigration américain prépare l'implantation de la prise de photos et d'empreintes digitales des visiteurs étrangers dans tout le réseau de postes frontaliers des États-Unis, à des fins de vérification systématique avec des banques de données de sécurité.

Cette procédure deviendra obligatoire pour les visiteurs venant de tout pays soupçonné par Washington de soutenir le terrorisme, a indiqué hier le ministère américain de la Justice.

Et même les visiteurs provenant de pays amicaux et de proches alliés des États-Unis, comme le Canada, n'en seront pas tout à fait exclus.

En fait, la prise de photos et

d'empreintes des ressortissants de ces pays considérés à risque minimal sera laissée à la discrétion des agents d'immigration aux postes frontaliers.

« Aucun pays ne sera exempté. Si les inspecteurs à la frontière ont des raisons de croire qu'une vérification accentuée de l'identité d'un visiteur est appropriée et que cette procédure (photos et empreintes) est jugée nécessaire, ça pourrait se produire », a résumé le ministre américain de la Justice, John Ashcroft.

Pour le moment, le Service de l'Immigration dispose de systèmes électroniques de photographie et de prise d'empreintes à quelques postes frontaliers seulement, à des fins de projet pilote. Selon les explications fournies hier, ces systèmes peuvent vérifier des empreintes digitales en trois minutes.

En cinq mois d'essai, ces systèmes auraient permis l'interception et l'arrestation de 1400 individus qui étaient fichés dans le réseau américain de banques de données utilisé par les services de renseignements et de police. Ces individus étaient soupçonnés d'activités criminelles ou terroristes.

Le déploiement des systèmes électroniques de photographie et de prise d'empreintes dans tout le réseau frontalier américain fait partie d'un projet de contrôle des visiteurs étrangers qui sera mis en place par le Service de l'Immigration d'ici trois ans.

Un tel échéancier a été imposé par une loi spéciale adoptée récemment au Congrès et signée par le président Bush, parmi les mesures législatives motivées par les attentats du 11 septembre.

Parmi les autres mesures, les visiteurs étrangers admis avec un visa aux États-Unis qui seront estimés « à risque potentiel » au moment de leur entrée pour un séjour de plus de 30 jours devront se déclarer régulièrement au Service de l'Immigration.

Les citoyens canadiens, qui n'ont pas besoin de visa de visiteurs aux États-Unis, resteront exemptés d'une telle mesure à moins que l'agent d'immigration au poste-frontière en décide autrement.

Selon le ministre Ashcroft, le gouvernement américain implantera ainsi un système de contrôle des visiteurs étrangers qui serait semblable à ce qui existe en Europe.

Mais déjà hier, des organismes de surveillance des libertés civiles aux États-Unis et des porte-parole de communautés arabes et musulmanes critiquaient le caractère discriminatoire de tout ce projet.

Sans que le ministre américain de la Justice l'ait dit tout haut hier, il était évident de l'avis général que cette « liste noire » de pays à risque de terrorisme qui sera utilisée par le Service de l'Immigration comprendra surtout des pays du Moyen-Orient ou à prédominance musulmane.

Un officiel du gouvernement américain a mentionné à l'agence *Associated Press* que cette liste pourrait comprendre « jusqu'à 35 pays », incluant ceux déjà accusés de terrorisme par Washington comme l'Irak, l'Iran, la Libye et le Soudan.

Pour Frank Shary, directeur exécutif du Forum national de l'immigration, ce projet de contrôle des visiteurs étrangers provenant de certains pays serait « typique des tactiques utilisées par des régimes totalitaires comme l'Irak ».

FLOWING LINES
par
KAUFMANN de SUISSE

Collier Flowing Lines avec perles des Mers du Sud et diamants en or 18 et platine.

KAUFMANN de SUISSE
BIJOUX - DEPUIS 1954

2195, RUE CRESCENT, MONTRÉAL
(514) 848-0595
À PALM BEACH, FL. 210 WORTH AVE.
www.kaufmannsuisse.com

POUR BIEN VOIR

LES BEAUTÉS DE L'ÎLE!



IMAGE point

Le Magasin de Solution en Imagerie

Nikon Sportstar III 8x25
• Étanche à l'eau
• Mise au point rapprochée: 2,5 m
• Modèle très compact
• Courroie et étui inclus

Nikon Action VI 8x40
• Oculaire asphérique éliminant la distorsion
• Grand champ de vision
• Revêtement caoutchouc résistant aux chocs et tenant bien en main
• Courroie et étui inclus

Nikon Sportster I 8x36
• Robuste, étanche à l'eau
• Traitement multicouches
• Mise au point centrale rapide
• Courroie et étui inclus

Lunette d'approche

• Oculaire zoom 15x - 60x
• Compact et léger
• Disponible en magasin

Photo • Digital • Vidéo

955, boul. de Maisonneuve O. tél. 514 • 281 • 5111
(coin Mansfield)

1344, boul. St-Catherine O. tél. 514 • 874 • 0824
(coin Crescent)

WWW.IMAGEPOINT.CA

Digi prints

| PROCÈS DE 17 MOTARDS |

Les Rockers voulaient redorer leur blason

CHRISTIANE DESJARDINS

« Savez-vous ce qu'un Mononc (membre Nomads) m'a dit ? Il m'a dit que les Rockers d'aujourd'hui vivaient sur la réputation des Rockers d'avant. Ça fait mal en *tabarnak* de voir ça, *stie*, d'arriver puis de nous faire dire ça... Pour l'an 2000, faut se mettre à la *coche*. Les excuses sont « passées date... »

Comme tout le monde, les Rockers, club école des Hells Angels Nomads, ont pris de bonnes résolutions pour l'avènement du nouveau millénaire, comme a pu le constater le jury, hier, en visionnant un enregistrement vidéo d'une réunion (qu'ils appellent « messe ») des Rockers, au procès des 17 hommes qui subissent leur procès au Centre des services judiciaires Gouin. La résolution des Rockers était de raviver l'image pâlisante de leur club de motards. Les frasques de certains, la paresse ou l'insouciance des autres et le roulement boiteux du club en général étaient au coeur des discussions pendant cette rencontre que les Rockers ont tenue au Motel Chablis, le 16 décembre 1999. Comme c'était la coutume, la rencontre se déroulait dans une salle de conférence, où de longues tables nappées de blanc formaient un grand rectangle. Une vingtaine de membres étaient assis autour des tables, dont certains se sont fait chauffer les oreilles.

C'est le cas de Pierre Razor Toupin, qui s'est carrément fait suspendre du club pour trois mois ce jour-là parce qu'il ne s'était pas présenté

pour transporter des membres plus haut placés que lui, en une certaine occasion, comme on le lui avait demandé. Il avait mal dans le dos, a-t-il prétexté. « Là, Razor, quand tu fais des affaires, c'est pas toi qui y goûtes, c'est les Rockers... T'es pas tout seul là-dedans. On a l'air des *hestis* de raisins... Tu ramèneras tes bagues pis toutes tes affaires », lui a-t-on dit, avant de lui montrer la porte.

Paul Le Schroumpf Brisebois, qui avait eu le malheur de s'enivrer et de se bagarrer dans un club, s'est lui aussi fait passer un savon. « Un

striker, ça ne boit pas. Qu'il choisisse, le club ou la bouteille », disait-on avant de le faire entrer à la réunion.

« La loi, c'est que tu bois pas, tu te gèles pas, pis surtout pas en cachette. T'es pas membre, t'es juste *striker*. Tu te souleras quand t'auras tes *patches* », lui a-t-on bien fait comprendre. Un des règlements des Hells et des Rockers veut en effet que les membres du bas de l'échelle comme les *strickers* Rockers, servent les plus haut placés et assurent leur sécurité lors des sorties, des parties, ou des déplacements. Ils doivent donc toujours être

d'aplomb pour parer à toute éventualité.

Ce jour-là, on discutait ferme aussi sur le fait qu'il fallait regagner la confiance des Nomads, ceux qui occupent le haut de la pyramide chez les Hells Angels. « Vous avez pas remarqué que l'attitude des Nomads a changé. Ils font leurs affaires et ils nous en parlent pas. Ils nous ont pas demandé pour aller à B.C. (Colombie-Britannique). C'est parce qu'on n'est pas à la *coche*... Ils nous ont donné de la corde, pis on a fait un gros noeud dedans... », de dire quelqu'un autour de la table. On reprochait aussi à

certains d'aller « bavasser » aux Nomads quand il y avait des problèmes, au lieu de les résoudre entre Rockers.

« Pluche (Normand Bélanger), yé criminel depuis l'âge de 17 ans, moi, depuis X temps, de dire Pierre Provencher. Y'en a que ça fait 20 ans qui sont dans les gars de *béik*. Demandez conseil, on peut les régler les problèmes. »

Rappelons que les 17 hommes, qui n'étaient pas tous présents à cette réunion, sont accusés de complots de meurtre, de trafic de stupéfiants et de gangstérisme. Le procès se poursuit aujourd'hui.

Mégazoom. Conception ergonomique. Image fixe USB et téléchargement de films[†]. Logiciel d'édition[†]. Mode nocturne.

Tout Simplement Surprenant !



849 \$*

- Zoom optique 18x / zoom numérique 360x
- Stabilisateur d'image
- Viseur couleur et écran 2,5 po
- Effets numériques
- Entrée / sortie IEEE 1394DV



999 \$*

- Comprend toutes les caractéristiques du ZR40 plus :
- Compatibilité avec la carte mémoire SD/MMC
 - Connecteur USB pour transfert à haute vitesse
 - Mode « photo progressive » pour des images fixes d'une grande netteté
 - Écran multi-images
 - Logiciel d'imagerie photo



1 099 \$*

- Comprend toutes les caractéristiques du ZR45MC plus :
- Zoom optique 22x / zoom numérique 440x
 - Fonction d'enregistrement prolongé (1,5x, 2x et 3xSP)
 - Griffe porte-accessoire évoluée
 - Boutons illuminés à couleurs sélectionnables

Pour obtenir de plus amples renseignements, visitez www.canon.ca



ÉTONNEZ-VOUS.

Canon SAVOIR FAIRE[™]

Canon est une marque déposée et Canon SAVOIR FAIRE est une marque de commerce de Canon Inc. MultimediaCard est une marque de commerce d'Infineon Technologies AG. Mac et le logo Mac sont des marques de commerce d'Apple Computer, Inc., déposées aux États-Unis et dans d'autres pays. Microsoft, Windows et le logo Windows sont des marques de commerce ou des marques déposées de Microsoft Corporation aux États-Unis et (ou) dans d'autres pays. Le logo Designed for Windows XP se rapporte au caméscope numérique et à son gestionnaire seulement. Les images à l'écran sont simulées. * Les détaillants peuvent vendre à un prix inférieur. † ZR50MC et ZR45MC seulement.

loto-québec Résultats
TVA, le réseau des tirages

31 Jours de Chance

Numéro complet 100 000 \$	4 derniers chiffres 100 \$
5 derniers chiffres 1 000 \$	3 derniers chiffres 30 \$
	2 derniers chiffres 20 \$

Numéro du 6 juin: **959450**

2002-06-01 395843	2002-06-04 182662
2002-06-02 170244	2002-06-05 213683
2002-06-03 169095	

(numéros décomposables)

100 000\$ chaque jour du 1^{er} au 30 juin 2002

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

Si vous avez un problème de jeu... **MISE SUR TOI 1 866 505-5EUX**

Bon à savoir... Pour en finir avec la fatigue!

Se prémunir contre les carences alimentaires dues au stress, au surmenage, aux kilos en trop, à une alimentation déficiente... Choisissez la prévention Phytobec. Le corps ne peut ignorer les carences... n'attendez pas l'alerte... Phytobec aide à compenser les subcarences causées par un défaut d'apport dans votre assiette... le cas échéant.

Un produit **Bio-Actif**
Ligne extérieure : 1 800 272-1365
Mauricie : (819) 378-7777 Estrie : (819) 823-3322

loto-québec Résultats
TVA, le réseau des tirages

Autocaravane Kodiak
Tirage du 2002-06-05

1 ^{er} numéro	2 ^e numéro
250413	713071
25 000 \$	TÉLÉ
décomposable	non décomposable

3 ^e numéro	4 ^e numéro
900442	050617
50 000 \$	100 000 \$
décomposable	décomposable

numéro boni: **287670**
décomposable

Autocaravane Kodiak
*Ce véhicule est échangeable contre un chèque de 75 000 \$

loto 649
Tirage du 2002-06-05

01 02 09 15 20 38
Complémentaire: (13)

Quebec 49
Tirage du 2002-06-05

03 12 17 30 31 41
Complémentaire: (11)

RAMCO
Tirage du 2002-06-05

10 11 13 14 15
17 23 25 29 32
37 41 47 53 54
56 58 62 63 67

Quintessence
Tirage du 2002-06-05

3 4
508 9243

Extra
Tirage du 2002-06-05

NUMÉRO
298967

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

Si vous avez un problème de jeu... **MISE SUR TOI 1 866 505-5EUX**



EXPRESS INTERNATIONAL

France | Dernier sondage

SELON UN sondage IPSOS publié hier, de 35 % à 44 % (40 % en moyenne) des Français se disent prêts à voter dimanche, lors du premier tour des élections législatives, pour un candidat conservateur, tandis qu'entre 30,5 % et 38,5 % (34,5 % en moyenne) voteraient pour un candidat de gauche. Une projection appuyée sur cette enquête indique que la droite pourrait obtenir de 359 à 397 sièges sur un total de 577, la gauche de 158 à 196 sièges et l'extrême droite de 0 à 4 sièges. Cette même étude IPSOS/Vizzavi/Le Point/Europe1/France2 fait apparaître que 4 % des personnes interrogées voteraient pour un candidat d'extrême gauche et 13 % pour le candidat du Front national de Jean-Marie Le Pen. — d'après AFP

États-Unis | Nouvelle piste

LE CERVEAU présumé des attentats du 11 septembre est un lieutenant d'Oussama ben Laden né au Koweït qui avait déjà auparavant projeté d'attaquer le World Trade Center et de faire exploser des avions de ligne, selon un haut responsable américain de la lutte anti-terroriste. Selon lui, Khalid Shaikh Mohammed, un des terroristes les plus recherchés par le FBI, se trouverait dans la région de l'Afghanistan. Les enquêteurs américains pensent qu'il a travaillé sous la direction de ben Laden, planifiant de nombreux aspects des attentats du 11 septembre. Mohammed est accusé d'avoir travaillé avec Ramzi Youssef sur le premier attentat contre le World Trade Center en 1993. — d'après AP

Ulster | Un maire Sinn Fein

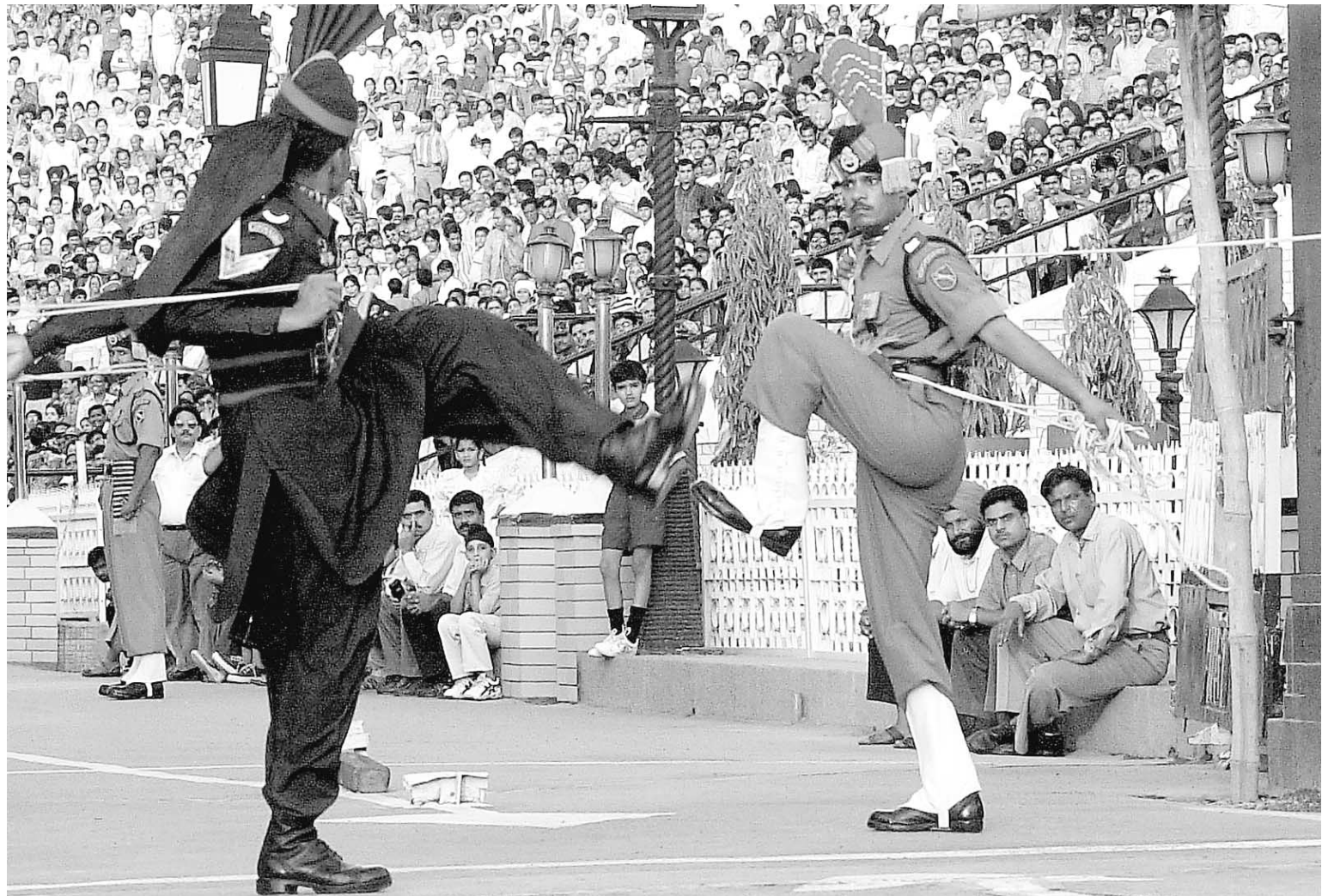
LA VILLE de Belfast a élu hier soir son premier maire Sinn Fein (l'aile politique de l'IRA, armée républicaine irlandaise), Alex Maskey, qui avait été en 1983 le premier conseiller municipal de ce parti. Des conseillers municipaux protestants ont quitté la salle en signe de protestation à l'annonce du résultat et seuls certains d'entre eux y sont ensuite retournés. Ce boxeur amateur, qui est également le chef du groupe Sinn Fein à l'assemblée de la province, a été emprisonné par deux fois entre 1971 et 1975 et a échappé à plusieurs attentats. En 1987, il avait été blessé d'une balle à l'estomac par un membre de la milice paramilitaire protestante des Combattants de la liberté d'Ulster. — d'après AFP

Australie | Non à Kyoto

ALORS QUE les Journées mondiales de l'environnement avaient lieu dans 120 pays hier, le premier ministre australien John Howard a réaffirmé son opposition à la ratification du protocole de Kyoto sur les gaz à effet de serre. Pour le chef du gouvernement australien, la ratification du traité serait nocive pour son pays, qui est le plus grand exportateur de charbon dans le monde. Cela conduirait à des licenciements et nuirait à notre industrie, a-t-il argué devant le Parlement. Les propos de John Howard interviennent une journée seulement après la décision du Japon de ratifier le protocole de Kyoto. — d'après AP

Suède | Adoption homosexuelle

LE PARLEMENT suédois (Riksdag) a étendu hier aux couples homosexuels, à une large majorité, la possibilité d'adopter des enfants, approuvant une proposition du gouvernement présentée en février. Une large majorité des députés — ex-communistes, écologistes, sociaux-démocrates, centristes et libéraux — a repoussé par 198 voix contre 39 (et 71 abstentions) une opposition totale des chrétiens-démocrates au texte gouvernemental. Les mêmes partis ont également repoussé les réserves des conservateurs, qui voulaient réserver l'adoption aux enfants de l'un des conjoints du couple, et s'opposaient aux autres formes d'adoption par des homosexuels, notamment des adoptions d'enfants étrangers par des Suédois. Un concubinage homosexuel pourra également être désigné pour assurer conjointement la garde d'un enfant. — d'après AP



Deux soldats, l'un Pakistanais et l'autre Indien, ont participé hier à la cérémonie du drapeau au poste-frontière de Wagah, situé à 50 km de Lahore.

La crise Inde-Pakistan prend de l'ampleur

JOONEED KHAN

L'OPTIMISME DÉCLARÉ de Moscou et de Washington n'aura pas duré 24 heures. La presse russe titrait hier sur l'échec de Vladimir Poutine à réconcilier l'Inde et le Pakistan au Sommet d'Almaty, la veille. Et Washington, comme Londres, rendaient plus urgent l'appel à leurs citoyens à quitter ces deux pays d'Asie du Sud.

Disant « partager le pronostic de la Chine », le ministre russe de la Défense Sergueï Ivanov estimait qu'une guerre nucléaire entre l'Inde et le Pakistan ferait près de 20 millions de morts. C'est la même évaluation qu'en fait le Pentagone : « 12 millions de morts instantanés et sept millions de blessés condamnés à une mort lente et atroce ».

Pourtant, un envoyé du Pakistan en Europe, le général Jehangir Karamat, déclarait dans une interview publiée à Rome que son pays se réservait le droit d'utiliser l'arme atomique « car l'armée et l'aviation indiennes sont cinq fois plus nombreuses, et en cas d'urgence, c'est notre survie qui pourrait être en jeu ».

Au président américain George W. Bush qui lui demandait hier, tout comme au général pakistanais Pervez Musharraf, de « choisir la voie de la diplomatie » pour calmer les tensions entre leurs pays, le premier ministre indien Atal Bihari Vajpayee a répondu, en quittant le Kazakhstan, que « le climat n'est pas propice pour des pourparlers de paix ».

Il invoquait « la poursuite du terrorisme transfrontalier » et le fait que

« 3000 militants s'apprentent à s'infiltrer au Jammu et Cachemire indien à partir du Pakistan ». Ces infiltrations doivent s'arrêter avant toute discussion, a-t-il dit.

Les tirs transfrontaliers continuaient, faisant au moins deux morts et 11 blessés du côté pakistanais, tandis que les Indiens faisaient état de 15 tués dans des affrontements au Jammu et Cachemire, dont 11 « terroristes ».

Avant de quitter Almaty où, selon la presse pakistanaise, lui et Musharraf n'ont pas échangé de poignée de mains ni même croisé le regard, Vajpayee a proposé au Pakistan des patrouilles mixtes le long de la Ligne de contrôle (LdC) au Cachemire.

« S'ils sont sérieux, ils devraient en faire une demande formelle. Ce serait une avancée à être discutée autour d'une table », a répliqué Nisar Memon, le ministre pakistanais de l'Information.

« Cela signifie qu'ils ne veulent pas de vérification et que les incursions terroristes continuent à travers la frontière », a commenté Vajpayee en regagnant Delhi. Parallèlement, le Pakistan, dont le haut-commissaire a été expulsé de Delhi il y a plusieurs semaines, expulsait à son tour un diplomate indien d'Islamabad en l'accusant d'espionnage.

La crise indo-pakistanaise sera cette semaine à l'ordre du jour du Conseil des ministres de la Défense de l'OTAN à Bruxelles, du Sommet du Groupe de Shanghai à Saint-Petersbourg, et du Conseil des ministres des Affaires étrangères Europe-Asie à Madrid. Le chef du Penta-

gone Donald Rumsfeld est en route pour Islamabad et Delhi dans le sillage du sous-secrétaire d'État Richard Armitage.

« L'Inde envisagera l'option militaire si la diplomatie mondiale échoue », avertissait le ministre de l'Intérieur L.K. Advani, l'un des faucons du parti hindouiste BJP. « Washington a les moyens de forcer le Pakistan à stopper les infiltrations terroristes au Cachemire », a-t-il dit, ajoutant que « le Pakistan doit livrer les 20 terroristes réclamés par l'Inde pour montrer sa bonne foi ».

Dans les ambassades occidentales à Islamabad et à Delhi, c'est la cohue quotidienne pour quitter la région. Les écoles pour enfants de diplomates ont fermé à Islamabad. À Delhi, beaucoup d'Indiens veulent également partir et font la chasse aux visas.

Du côté indien de la frontière au Cachemire entre-temps, l'Inde a dépeché des équipes d'artistes divertir les troupes massées depuis des mois dans l'isolement total. Et le Parti du congrès, faisant campagne pour les élections provinciales promises à l'automne, critiquait la posture belliciste du gouvernement BJP sur fond de tirs d'artillerie.

Kofi Annan, secrétaire-général de l'ONU, a félicité le président Poutine pour ses efforts auprès de Musharraf et Vajpayee.

cyberpresse.ca Pour mieux comprendre les raisons et les enjeux du conflit au Cachemire, tapez www.cyberpresse.ca/cachemire

Des millions de personnes victimes d'esclavage

CHRISTOPHE DE ROUFEUIL
Agence France-Presse

WASHINGTON — Entre 700 000 et 4 millions de personnes ont été victimes l'an dernier de la traite des êtres humains dans le monde, qu'il s'agisse de prostitution forcée, d'esclavage ou d'enfants contraints à porter les armes, selon un rapport américain rendu public hier.

Dix-neuf pays, principalement en Asie, au Proche-Orient et en Europe de l'Est, sont montrés du doigt pour leur manque d'efforts pour combattre ce phénomène, selon ce rapport publié par le département d'État.

« Au cours de l'année passée, au moins 700 000, et peut-être jusqu'à 4 millions d'hommes, de femmes et d'enfants ont été achetés, transportés et détenus contre leur volonté dans des conditions comparables à l'esclavage », selon ce rapport annuel, le deuxième du genre publié par l'administration américaine.

Le document mentionne notamment la prostitution, le travail forcé dans des ateliers clandestins ou des exploitations agricoles, l'enrôlement de force dans les armées, le placement forcé comme domestique ou encore les enfants exploités comme mendiants ou jockeys dans des courses de chameaux.

Le secrétaire d'État Colin Powell a, en présentant le rapport, souligné que « la majorité écrasante des victimes sont des femmes et des enfants, que les trafiquants contraignent à la prostitution et à la pornographie ».

M. Powell a souligné que les pays ne prenant pas les mesures nécessaires pourraient être soumis, à partir de l'an prochain, à des sanctions de la part des États-Unis, conformément à une nouvelle loi, le Trafficking Victims Protection Act.

Le rapport étudie les cas de 89 pays, qui sont classés en trois catégories selon le degré d'efforts manifestés pour combattre ce phénomène.

Dix-neuf pays sont placés en « catégorie 3 » pour leur manque patent d'efforts, qu'il s'agisse de pays amis des États-Unis comme l'Arabie saoudite ou la Turquie, ou traditionnellement hostiles, comme l'Iran.

Cette catégorie comprend également l'Afghanistan, l'Arménie, Bahrein, le Bélarus, la Bosnie-Herzégovine, la Birmanie, le Cambodge, la Grèce, l'Indonésie, le Kirghizstan, le Liban, le Qatar, la Russie, le Soudan, le Tadjikistan, et les Émirats arabes unis.

Cette « liste noire » est plus courte et sensiblement différente de celle de l'an dernier, qui comptait 23 pays.

Dix pays en sont retirés (Corée du Sud, Roumanie, Israël, Albanie, Gabon, Kazakhstan, Malaisie, Pakistan, Yougoslavie, République démocratique du Congo), soit en raison de leurs progrès, soit en raison du manque de d'information les concernant.

Six autres y figurent pour la première fois (Afghanistan, Arménie, Cambodge, Iran, Kirghizstan, Tadjikistan).

Les gros des pays étudiés (52) figure dans une « catégorie 2 » des États faisant des efforts significatifs mais qui pourraient en faire davantage. On y trouve notamment la Côte d'Ivoire, la Chine, l'Inde, Israël, le Japon, le Maroc, le Nigeria, le Pakistan, le Sénégal, la Thaïlande, ou encore le Vietnam.

La « catégorie un » des bons élèves comprend 18 pays, dont le Canada, la Belgique, la France (en progrès, elle était l'an dernier en catégorie 2), la Corée du Sud (placée en catégorie 3 l'an dernier) ou la Suisse.

Les cas des États-Unis n'est pas étudié en tant que tel, bien que le rapport indique, sur la base d'une estimation de 1997, qu'environ 50 000 femmes et enfants sont victimes de ce genre de traite chaque année dans le pays, principalement à des fins d'exploitation sexuelle.

Vente

Duvets de 59\$

Canard blanc
le plus rentable

Simple	59\$	44 on
Double	79\$	66 on
Queen	89\$	92 on
King	99\$	122 on

Duvet de canard blanc
quatre saisons
garantie de 15 ans

Simple	119\$	88 on
Double	149\$	132 on
Queen	159\$	180 on
King	179\$	240 on

Duvet d'oise
poids estival
garantie de 15 ans

Simple	99\$	18 on
Double	129\$	27 on
Queen	139\$	36 on
King	169\$	48 on

Duvet d'oise
quatre saisons
pour chambre "chauffée"
garantie de 15 ans

Simple	149\$	20 on
Double	179\$	30 on
Queen	209\$	40 on
King	239\$	53 on

Duvet d'oise
trois saisons
pour chambre "fraîche"
garantie de 15 ans

Simple	189\$	30 on
Double	249\$	43 on
Queen	249\$	50 on
King	289\$	65 on

"Ultra"
pour chambre "froid"
garantie de 15 ans

Simple	219\$	40 on
Double	269\$	50 on
Queen	299\$	65 on
King	345\$	85 on

**Housses
Literie
Lits-de-plumes
Oreillers**

Recommandé par
Le Consommateur
Averti Montréal

Futons 105\$
Plusieurs modèles
Futons à partir de 105\$
Bases à partir de 89\$
Housses de futon à partir de 39\$

ungava
duvet

10 av. des Pins, ouest, 287-9276
mar - ven 11 - 18 sam 11 - 17 dim, lun fermé

CRTC
AUDIENCE DU CRTC Canada

Le CRTC tiendra une audience publique à partir du 15 juillet 2002 à 9 h 30, à l'Administration centrale du Conseil, 1, Prom. du Portage, Gatineau (Qc), afin d'étudier ce qui suit: 1. L'ENSEMBLE DU CANADA. SYSTEMES DE DIVERTISSEMENTS AUDIO-VISUELS WORLD (W.A.V.E.S.) INC. demande l'autorisation d'obtenir une licence visant l'exploitation d'une entreprise de programmation de télévision afin d'introduire un service de diffusion d'événements sportifs et de diffuser en direct et de la programmation pré-enregistrée de divertissement et d'information lors d'événements sportifs, tels la course automobile, le golf et le tennis, etc. Pour plus d'informations, veuillez consulter l'avis d'audience publique. EXAMEN DE LA DEMANDE: 149, rue St-Eustache, Pièce 208, St-Eustache (Qc). Si vous voulez appuyer ou vous opposer à une demande, vous pouvez écrire à la Secrétaire générale, CRTC, Ottawa (Ont.) K1A 0N2. Vous pouvez également soumettre votre intervention par fax au (819) 994-0218 ou par courriel au: procedure@crtc.gc.ca. Vos commentaires doivent être reçus par le CRTC au plus tard le 20 juin 2002 et DOIVENT inclure la preuve qu'une copie a été envoyée au requérant. Pour plus d'information: 1-877-249-CRTC (sans frais) ou Internet: http://www.crtc.gc.ca. Document de référence: Avis d'audience publique CRTC 2002-6.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

cyberpresse.ca/economie

cyberpresse.ca

SOLDES

COLLECTION FEMME ENCEINTE

Montréal
2185, rue Crescent,
843-6996

Toronto
128, Cumberland Street,
(416) 972-0207

Livraison locale gratuite. **FUTURE SHOP** se fera un plaisir d'effectuer la livraison à votre porte! Plus de détails en magasin.

AUBAINES COLOSSALES pendant notre événement de rabais instantanés Whirlpool!



Isolation des portes par mousse injectée en place

ÉPARGNEZ 50\$

▶▶ 699⁹⁹



LG

Réfrigérateur superposé

- Technologie exclusive de «refroidissement des portes»
- Capacité de 18 pi. cu. sans givre
- Tablettes réglables en verre • Rangement pour récipients d'un gallon dans la contre-porte

620R 1001251



ÉPARGNEZ 50\$

▶▶ 699⁹⁹



Réfrigérateur d'une valeur spectaculaire

- Format familial de 19 pi. cu.
- Moins de 30 po de largeur • Pas de serpent à l'arrière
- Tiroirs-fraîcheur transparents avec contrôle de l'humidité

CTB1922GRW 10009528



Fin de ligne

ÉPARGNEZ 250\$

▶▶ 1399⁹⁹

APRÈS RABAIS INSTANTANÉ

1649,99 - 250\$ rabais instantané = 1399,99

Réfrigérateur de luxe de 22 pi. cu. avec distributeurs de glaçons et d'eau

- Réfrigérateur côte-à-côte de 22 pi. cu. avec distributeurs et filtre pour l'eau UltraEase^{MC}
- Tablettes réglables en verre avec rebord anti-déversement • Tiroirs-fraîcheur transparents avec hygostat
- Rangement réglable pour les récipients d'un gallon dans la contre-porte

ED2FHGXQ 10008328



Lave-vaisselle Nautilus

- 5 programmes avec 16 options
- Moteur silencieux
- Broyeur Piranha pour les aliments solides
- Insonorisation Quiet Design

GSD3324FWW 10000939



Exclusif à Future Shop

ÉPARGNEZ 30\$

▶▶ 399⁹⁹

APRÈS RABAIS

429,99 - 30\$ rabais instantané = 399,99

Frigidaire

Lave-vaisselle de précision

- 3 niveaux de lavage, 5 cycles
- Lavage filtré à 100 %
- Filtre auto-nettoyant
- Insonorisation « Ultra-quiet »

FD663SRBS 10013913

ÉPARGNEZ 50\$

▶▶ 549⁹⁹



Lave-vaisselle de luxe et exclusif

- 11 commandes électroniques à coussinets tactiles
- 60 jets, 3 niveaux de lavage
- Capteur IntelleClean
- Insonorisation Quiet Pack III

MD87160AWW 99852788

ÉPARGNEZ 70\$

▶▶ 629⁹⁹

APRÈS RABAIS INSTANTANÉ

699,99 - 70\$ rabais instantané = 629,99



Par Whirlpool

Laveuse à entraînement direct

- Très grande capacité
- 4 programmes de lavage
- 3 températures d'eau programmées
- 2 combinaisons de vitesses de lavage et essorage

RAX42300 10006529



ÉPARGNEZ 50\$

▶▶ 379⁹⁹



Duo à grande capacité pour la lessive

- Tambour grand format d'une capacité de 3,3 pi. cu.
- Moteur à 2 vitesses
- 10 cycles avec rinçage tiède

PW2300 99850230

ÉPARGNEZ 50\$

▶▶ 599⁹⁹

APRÈS RABAIS

649,99 - 50\$ rabais instantané = 599,99



Laveuse Duet^{MC} avec chargement à l'avant

- Cuve de lavage à gigantesque capacité de 3,7 pi. cu.
- Système de lavage Catalyst^{MC}
- Remarquable pouvoir détachant
- Commandes faciles à utiliser

GHW9100LQ 10010376

ÉPARGNEZ 100\$

Après rabais instantané de 100\$



Piédestal de rangement offert en option

Frigidaire



Surface de cuisson basculante

ÉPARGNEZ 100\$

▶▶ 1229⁹⁹ LA PAIRE

Épargnez 100\$ à l'achat de la paire

Cuisinière d'une valeur spectaculaire

- Blanc sur blanc grand style • Baie vitrée à la porte du four • Horloge électronique • Surface de cuisson anti-éclaboussures

CFE317 10013693

Réfrigérateur de 18 pi. cu. avec tablettes en verre

- Tablettes réglables en verre • 2 tiroirs-fraîcheur transparents dont l'un avec hygostat • Rangement pour contenant d'un gallon dans la contre-porte • Tablette pleine largeur dans le congélateur

FRT1864AW 10010199



Cuisinière de grande valeur

- Style encastré
- Surface de cuisson basculante
- Horloge électronique
- Prise pour petits électroménagers

IHE3130 10009851

EN SOLDE

▶▶ 519⁹⁹

Maintenant ouvert à Mascouche
113, Montée Masson (450) 966-9343

FUTURE SHOP

Ouvert jusqu'à 21 h tous les soirs de la semaine

Prix et produits en vigueur du 5 au 11 juin 2002

Une offre par client, aucun détaillant, ne peut être jumelée à une autre promotion, ne s'applique pas aux achats antérieurs. Voir détails en magasin.

POLITIQUE PUBLICITAIRE: Là où des rabais ou crédits de programmation sont indiqués, toutes les taxes devant s'appliquer sont calculées et doivent être payées sur le prix avant rabais ou crédit. Les frais d'affranchissement appropriés doivent être payés pour les remises postales. Les remises payables en dollars américains sont sujettes aux fluctuations dans la valeur des devises et peuvent faire l'objet de frais de traitement par les banques canadiennes. Future Shop n'est pas responsable des remises postales des fabricants. La disponibilité des produits varie selon le magasin. © 2002, Future Shop Ltée. Tous droits réservés. Le présent document ne peut être reproduit ni en tout ni en partie, ceci incluant l'information sur les prix, sous quelque forme que ce soit et par quelque procédé que ce soit sans l'obtention préalable d'une autorisation écrite de Future Shop. Les prix, produits et offres annoncés par l'InterBoutique de notre site web peuvent différer de ceux offerts dans les magasins Future Shop. **AÉROPLAN:** TMAéroplan est une marque déposée d'Air Canada. Les achats de certificats et de cartes-cadeaux ne donnent pas droit à des milles Aéroplan; néanmoins, les achats effectués avec ces derniers le peuvent. Les milles Aéroplan sont calculés avant taxes. Veuillez noter que les milles Aéroplan accumulés (comportant les milles-bonis) sur les articles retournés, échangés ou lors d'une protection de prix, seront corrigés en conséquence. **INTEL:** Intel, le logo «Intel Inside», Pentium et Celeron sont des marques déposées ou des marques de commerce de la corporation Intel ou de ses filiales aux États-Unis et dans d'autres pays.

La Presse
6 juin 2002

Page A10 manquante

Forum



Le site du circuit Gilles-Villeneuve, très apprécié par les pilotes et les amateurs, peut accueillir en une journée près de 80 000 spectateurs répartis en quatre catégories de billets : les tribunes or, argent, bronze et l'admission générale.

Grand Prix élitiste ?

La tendance de ces dernières années a été de réduire toujours davantage la portion du site disponible pour les amateurs moins fortunés

SYLVAIN LEFEBVRE

L'auteur est professeur au département de géographie de l'UQAM et directeur du chantier de recherche « Sports et Villes Festives ». Il a dirigé, depuis 1997, plusieurs enquêtes et travaux sur l'importance et l'évolution du Grand Prix de Formule 1 du Canada.



LE GRAND PRIX F1 du Canada a beaucoup de succès. Montréal a rapidement acquis une excellente réputation dans les cercles de la Formule 1 et des grands événements sportifs à l'échelle internationale. Toutefois, l'incontestable succès médiatique et commercial de cet événement phare de la vocation festive de Montréal pourrait cacher une autre réalité plus inquiétante : celle d'une disparité croissante de l'offre festive entre une clientèle privilégiée et cosmopolite et une autre, toute aussi passionnée par la Formule 1 et par le grand cirque entourant l'événement, mais généralement moins fortunée et de plus en plus exclue de certains aspects du spectacle et des festivités.

Au fil des années, l'idée générale selon laquelle la tenue d'une course automobile de prestige, à l'image de celles du grand cirque de la Formule 1, pouvait amener des retombées économiques importantes pour la ville d'accueil est devenue très répandue. En effet, bon an mal an, on estime les retombées économiques du Grand Prix de Formule 1 pour la région de Montréal à près de 60 millions de dollars. Cet événement est un des rares à subir un examen approfondi du profil de sa clientèle, de sa provenance, de ses préférences et de ses dépenses sur le site et dans la métropole en général.

Le spectacle lui-même, une machine commerciale extrêmement bien rodée, est devenu l'événement qui lance véritablement la saison touristique de la métropole. Néanmoins, comme c'est souvent le cas pour un événement festif ou sportif qui a du succès, l'accessibilité et la qualité du spectacle connaissent des ratés pour les clientèles moins fortunées et il y a une surenchère dans les produits qui gravitent autour de la compétition elle-même, notamment avec les événements et spectacles sur rue dans la semaine qui précède la course et la venue d'une nouvelle course de catégorie Indy-Cart sur l'île Notre-Dame vers la fin de l'été.

Le profil

Le site du circuit Gilles Villeneuve, très apprécié par les pilotes et les amateurs, peut accueillir en une journée près de 80 000 spectateurs répartis en quatre catégories de billets : les tribunes or, argent, bronze et l'admission générale. Sur les trois jours de l'événement, environ 225 000 personnes passent au tourniquet.

Le portrait-type du spectateur au Grand Prix de Formule 1 de Montréal est un homme âgé de 35 ans, ayant un emploi professionnel, un revenu brut de 40 000 \$ et parlant le français. C'est une clientèle masculine relativement aisée qui domine le profil de la clientèle. En effet, 80 % des spectateurs sont des hommes. Près de 60 % de la clientèle est originaire de la grande région de

Montréal, 14 % du reste du Québec, 10 % du reste du Canada alors que 11 % sont des Américains. Il y a 4 % de la clientèle en provenance d'Europe et 2 % de d'autres pays. Toutes proportions gardées, le touriste « typique » quant à lui est un anglophone généralement plus fortuné que la clientèle locale et qui a acheté de meilleurs sièges. Les trois quarts des spectateurs viennent du Québec et fait intéressant, la présence de la clientèle américaine est supérieure à celle de la clientèle canadienne (surtout de l'Ontario).

C'est 95 % des spectateurs du Grand Prix F1 de Montréal qui sont de fervents amateurs de ce type de course automobile et plus de 70 % de ces amateurs sont fidèles depuis au moins 10 années (45 % depuis plus de 15 ans !). On aime la Formule 1 à Montréal ! La course automobile est réputée pour « capter » et fidéliser efficacement son public. Et alors qu'on aurait pu croire que le phénomène Jacques Villeneuve était déterminant dans cette popularité depuis son arrivée en F1, on constate que parmi les quelque 95 % de spectateurs dévoués à la F1, 80 % d'entre eux auraient assisté au Grand Prix même en l'absence de Jacques Villeneuve. Pour la clientèle locale, c'est 25 % de l'ensemble des répondants qui semblent captifs de la « Villeneuve-manie ».

Un embourgeoisement du spectacle

Globalement, les résultats des enquêtes menées auprès des répondants sur les trois jours du Grand Prix F1 de Montréal illustrent un très haut niveau de satisfaction pour la qualité générale du spectacle et l'organisation des services entourant cet événement. Cette satisfaction tend à diminuer de façon sensible ces dernières années avec les billets d'admission générale. Outre les loges corporatives et les tribunes réservées au gratin de la F1, rappelons que seuls les billets de catégorie or, argent et bronze (des billets pour assister aux trois jours de l'événement et valant respectivement 415 \$, 340 \$ et 185 \$) donnent accès à des sièges ou à des places assises. L'admission générale donne accès à toutes les autres sections du circuit, le long des grillages, mais avec un nombre de localisations très limité pour une vue agréable sur la piste.

La tendance de ces dernières années est de réduire toujours plus la portion du site disponible pour les amateurs moins fortunés. Contrairement à plusieurs autres Grand Prix dans le circuit international, l'absence de collines ou de pentes permettant une meilleure vue sur la piste fait cruellement défaut dans le contexte montréalais. La sécurité et les impératifs liés à l'aménagement des infrastructures et des équipements viennent limiter ces espaces résiduels pour les spectateurs en ad-

mission générale.

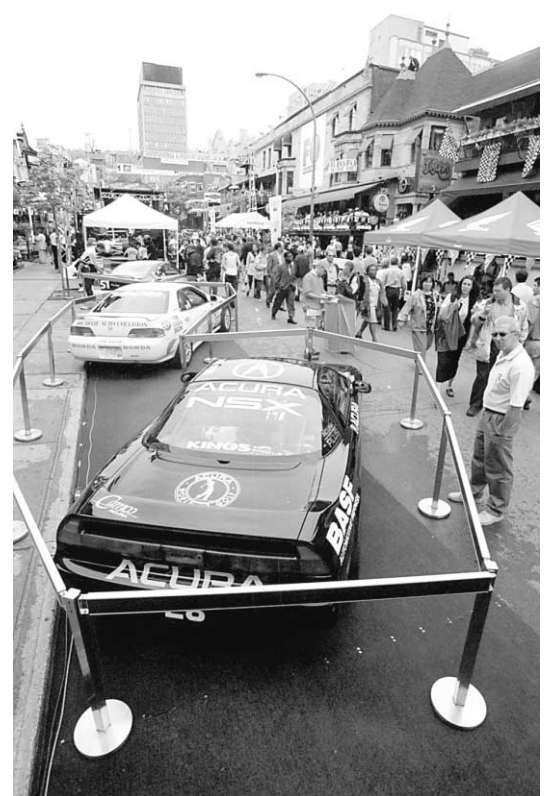
De même, les encombrements liés à l'accessibilité au site ou à la circulation interne dans l'île Notre-Dame sont imputables à cette rareté de l'espace. Plusieurs autres signes font apparaître une forme de ségrégation sur le site du spectacle : les écrans géants ne sont pas localisés pour satisfaire la clientèle en admission générale, les estrades portatives qui génèrent fort peu les tribunes officielles sont désormais interdites et la sécurité musclée sur le site de l'événement est largement utilisée pour limiter l'accès aux espaces corporatifs de plus en plus nombreux.

Avec une clientèle à revenu élevé, la rareté d'un tel spectacle sportif en Amérique du Nord et la très courte période de trois jours, les dépenses sur le site sont particulièrement importantes. Si on extrapole les revenus nets générés par les touristes, ces dépenses totalisent près de 25 millions de dollars en argent neuf pour la métropole. Il est important de souligner ici que le calcul des retombées économiques directes du Grand Prix de Formule 1 de Montréal à partir de sa clientèle exclusive — donc de celle qui assiste à l'événement sur le site — représente une somme approximative de 45 millions de dollars. Sont exclues les nombreuses dépenses effectuées par les équipes, les écuries, les activités périphériques pendant la semaine des festivités associées au Grand Prix, les dépenses hors site effectuées par les spectateurs non touristes, etc.

Des retombées et un rayonnement majeur

Les enquêtes réalisées lors de la tenue du Grand Prix F1 révèlent que 40 % des spectateurs proviennent de l'extérieur de la région de Montréal (1). Parmi les touristes, environ 30 % provient du reste du Québec, 25 % du reste du Canada, 30 % des États-Unis et 11 % d'Europe. Pour les autres, 50 % des répondants sont originaires d'Asie. C'est 7 touristes sur 10 qui ne sont pas originaires du Québec ! La clientèle touristique est à Montréal pour une durée moyenne de trois jours et 66 % d'entre eux logent dans les établissements hôteliers. Plus de 90 % des touristes fréquentant le Grand Prix affirment que cette course automobile était la principale raison de leur séjour à Montréal. Il s'agit d'un pourcentage considérable. Montréal s'est aussi substitué peu à peu à Monaco pour la tenue de réunions d'affaires, colloques et congrès qui profitent de la présence de l'événement. Au fil des ans, le Grand Prix de Formule 1 a ainsi multiplié les retombées du tourisme corporatif pour la métropole.

Une enquête exploratoire a permis de vérifier des taux d'occupation dans les établissements hôteliers extrêmement élevés et les restaurants connaissent une excellente semaine dans le brassage des activités périphériques au Grand Prix lui-même. L'achalan-



La popularité des spectacles sur rue, des expositions de voitures de luxe sur les principales artères, des compétitions d'arrêts aux puits sur certains tronçons, de la journée portes ouvertes, etc., participent aussi au dynamisme et au rayonnement de l'événement, analyse l'auteur.

dage le confirme, la popularité des spectacles sur rue, des expositions de voitures de luxe sur les principales artères, des compétitions d'arrêts aux puits sur certains tronçons, de la journée portes ouvertes, etc., participent aussi au dynamisme et au rayonnement de l'événement.

Avec une nouvelle course d'Indy-Cart à la fin de l'été sur un circuit Gilles Villeneuve modifié pour la circonstance, mais avec surtout une multiplication d'initiatives commerciales et de divertissement dans la semaine précédant l'événement, le Grand Prix du Canada est à un tournant important de sa phase de maturité.

Les organisateurs sauront-ils préserver les intérêts des spectateurs moins favorisés tant pour l'accessibilité du spectacle que pour les services offerts sur le site ? Les autorités municipales sauront-elles bien canaliser et encadrer toutes ces manifestations et ces initiatives commerciales qui capitalisent sur l'événement mais qui mobilisent aussi les ressources et les espaces publics ? Il serait dommage de voir un si bel événement se cantonner dans une sphère de consommation à l'usage exclusif du « jet set » et des plus privilégiés et de le voir surtout prendre de plus en plus de distance avec ce qui fait la saveur festive et ludique de la métropole : un esprit d'inclusion dans la fête, une appartenance cosmopolite vécue dans le local et une certaine qualité de vie.

1) Un touriste a été défini comme une personne provenant de l'extérieur de la région de Montréal et passant au moins une nuit dans l'agglomération.

Forum

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration
GUY CREVIER > Président et éditeur

MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint

PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

Les bons sentiments



KATIA GAGNON

kgagnon@lapresse.ca

Premier sujet à l'ordre du jour des controverses qui attendent le parti de Mario Dumont dans les prochains mois : les garderies à 5 \$. Des échos médiatiques passablement confus ont émané du dernier conseil général du parti, en bonne partie parce que la position de l'Action démocratique sur la question des services de garde a subi, en l'espace de quelques mois, une évolution fulgurante.

Le parti de Mario Dumont est en effet passé d'une attitude extrêmement critique envers le réseau de garderie à 5 \$ à un projet de bons de garderie, qui maintient dans leur intégralité les Centres de la petite enfance créés par le Parti québécois. Et les glissements continuent : de jour en jour, les « penseurs » de l'ADQ, de jeunes têtes dynamiques, adaptent leur proposition aux contre-arguments de l'adversaire, d'où la difficulté de l'analyser.

La dernière version du plan va cependant comme suit. Un gouvernement de l'ADQ offrirait à tous les parents du Québec un bon, dont le montant varierait selon le mode de garde choisi. Les parents qui envoient leurs enfants dans les CPE auraient droit à 29 \$ par jour par enfant, le montant de la subvention que le gouvernement accorde actuellement aux CPE. Leur contribution de 5 \$ demeurerait donc inchangée. Les autres, qui décideraient d'avoir recours aux services d'une gardienne, et même les mamans qui décideraient de demeurer à la maison, auraient aussi droit à leur bon, dont le montant serait cependant inférieur à 29 \$.

Il faut reconnaître, que, sur papier, la proposition adéquate a du sens. Oui, elle coûterait plus cher, moins cependant que le 1,3 milliard supplémentaire lancé par le Parti québécois. Mais si l'ADQ veut faire de la famille une priorité gouvernementale, c'est son choix. La véritable question est de savoir si, dans la pratique, les bons de garde n'ont pas plus d'inconvénients que d'avantages. Dans les

faits, la proposition Dumont favoriserait probablement la classe moyenne, mais comporterait des effets pervers potentiels pour les plus pauvres de la société.

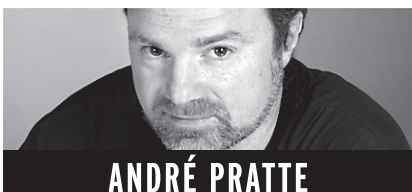
D'abord au plan fiscal. Ces bons risquent, en faisant grimper le revenu imposable des ménages à faible revenu, de leur couper l'accès aux allocations familiales et à certains crédits d'impôts fédéraux. En plus, il faut se demander si ce bon n'aurait pas l'effet de réduire l'incitatif au travail. Plutôt que de se taper une journée de huit heures au salaire minimum (58,40 \$) et de payer une garderie pour deux ou trois enfants, certaines mères de famille seront tentées de rester à la maison et de collecter simplement le bon de garde. Cette mesure viendrait ainsi défaire des années d'efforts pour rendre le marché du travail plus avantageux que les prestations de l'État.

■ ■ ■

Ce qui nous amène à l'autre risque, qui se situe cette fois au plan social. D'innombrables études ont démontré l'importance de la fréquentation de services de garde pour les enfants de milieux défavorisés. Les troubles d'apprentissage sont traités plus tôt, les enfants arrivent mieux préparés à l'école. Or, en versant un revenu aux mères qui gardent leur enfant à la maison, l'ADQ va décourager, dans les milieux précaires de l'aide sociale, la fréquentation de la garderie. Pourquoi dépenser 5 \$ par jour pour payer un service pour lequel l'État offrirait désormais une rémunération ? Qu'arrivera-t-il aux CPE créés dans ces quartiers défavorisés qui rendent des services inestimables aux enfants pauvres ? Fermeront-ils faute de clientèle ? Ce serait là une conséquence très dommageable de ce nouveau bon de garde.

Ces réflexions autour de la proposition adéquate illustrent parfaitement la difficulté d'avoir recours à une solution en apparence simple pour régler un problème complexe. Le principe part de bons sentiments : celui d'augmenter les montants d'aide à la famille, qui demeurent dérisoires au Québec si on se compare à des pays comme la France. Mais ces solutions simples ont souvent des côtés sombres qu'un gouvernement responsable devrait peser avec soin avant d'aller de l'avant.

Comment économiser 49 999 500\$



ANDRÉ PRATTE

apratte@lapresse.ca

Le gouvernement Landry envisage de tenir un référendum sur le déséquilibre fiscal. Que cette hypothèse n'ait pas été depuis longtemps jetée aux poubelles montre à quel point ce gouvernement est déconnecté et désespéré. Car un tel exercice serait futile, coûteux, et surtout risqué.

Futile, parce qu'il y a consensus au Québec sur le fait que le gouvernement canadien devrait transférer des sources de revenus supplémentaires aux provinces. S'il y avait un référendum, les trois partis représentés à l'Assemblée nationale seraient dans le camp du Oui, et on a bien du mal à imaginer qui prendrait la tête du Non.

Les dirigeants péquistes croient qu'un référendum permettrait de faire pression sur Ottawa. Sur une

telle question, pourtant, un sondage suffirait. À noter : ajouter une question à une enquête omnibus coûte 500 \$, contre 50 millions pour un référendum ! Québec pourrait même économiser ce 500 \$, puisque la Commission Séguin a déjà publié un sondage, qui a confirmé l'évidence : les trois quarts des Québécois voudraient voir les revenus d'impôt mieux partagés entre le fédéral et les provinces.

Au-delà des coûts, la tenue d'un tel référendum comporterait des risques importants. D'abord, cet exercice solennel de la démocratie se trouverait dévalorisé par son utilisation à des fins grossièrement partisans.

Surtout, l'impopolarité du gouvernement du Parti québécois et l'absence d'enjeu réel (tout le monde étant d'accord) pourraient produire un résultat bien différent de celui qui est attendu. La proportion de Oui pourrait être plus faible qu'espérée. Plus probable encore, le taux de participation pourrait être particulièrement bas. Dans un cas comme dans l'autre, le Québec se trouverait affaibli.

Comment perdre sa crédibilité

M. Jean Chrétien est décidé à défendre son poste coûte que coûte. Nous n'avons rien contre le fait que M. Chrétien soit un bagarreur, un trait de caractère essentiel en politique. De plus, son combat est certainement légitime. Cependant, depuis quelques jours, le chef libéral se comporte davantage comme un boxeur que comme un premier ministre.

Ainsi, les propos malheureux qu'il a tenus la semaine dernière, au sujet du vol de « quelques millions » dans le programme des commandites.

S'est ajouté mardi le défi mala-

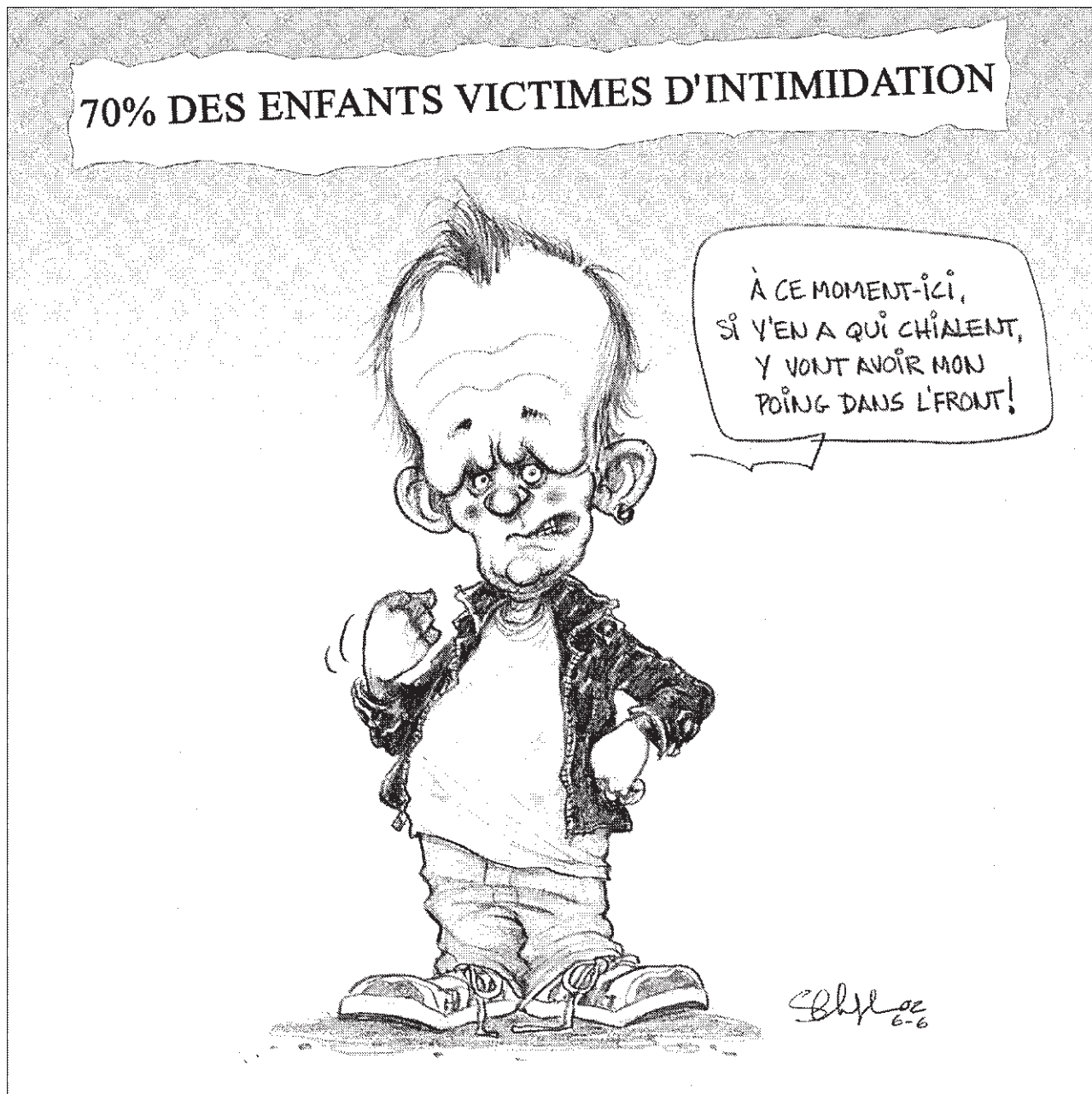
droit lancé aux députés pro-Martin : « S'ils veulent une élection pour bientôt, ils n'auront qu'à voter jeudi soir pour avoir une élection. »

Enfin, hier, M. Chrétien a plongé le très apolitique gouverneur de la Banque du Canada au beau milieu de la controverse entourant le « congédiement » de Paul Martin.

Le premier ministre veut tellement terrasser son adversaire qu'il frappe tout ce qui bouge à tours de bras. S'il ne se ressaisit pas, il finira par tout détruire autour de lui, à commencer par sa crédibilité.

André Pratte

70% DES ENFANTS VICTIMES D'INTIMIDATION



serge.chapleau@lapresse.ca

Droits réservés

LA BOÎTE AUX LETTRES

Drôle de sécurité

JE COMPRENDS difficilement les stupides interventions des entarteurs. Je comprends encore moins la facilité qu'a l'entarteur de s'approcher de sa victime. Est-ce qu'il y a complicité des agents chargés de la sécurité ?

Sinon comment il se fait que cet individu peut s'approcher aussi facilement de sa victime ? Remplacer la tarte par une arme, il n'y a qu'un pas. En ce qui me concerne, je ne me sentirais pas en sécurité avec une telle protection.

OLIVIER GERVAIS

Lac Kénogami

Les méandres du pouvoir

GOUVERNER, c'est diriger, selon mon *Petit Robert*. Quelqu'un pourrait-il me dire où s'en vont la province et le pays ? Qui réussira à conjurer et à endiguer cet arcane politique ? L'attitude de nos chefs et de l'électorat est pour le moins « bringuebalante ». Jean Chrétien est en proie à une forte crise de fatuité et de narcissisme récurrents tandis que monsieur Paul Martin crapahute dans un ostracisme séditieux et monsieur Landry suffoque sous l'armada « dumontiste ». On serait tenté de dire : « Chef, gouverne-toi toi-même ! » Le bon peuple houspille l'image émaciée et ringarde de monsieur Landry et pourfend l'arrogance et la condescendance de monsieur Chrétien. Pendant qu'ils musardent entre eux ou pour eux, nos chefs vivent dans la myopie, le pays et la province glissent sur l'erre d'aller pour ne pas dire à vau-l'eau.

YVES DESLAURIERS

Je, me, moi...

SAVEZ-VOUS pourquoi les jeunes sont plus individualistes ? Tout simplement parce qu'on leur a enlevé le sens de la communauté.

> Ne vous fiez plus sur votre entourage pour garder les enfants ; l'État le fera.

> Ne visitez plus la parenté le dimanche ; les magasins seront ouverts.

> Ne vous faites pas trop d'idées concernant votre employeur ; il pourrait vous licencier demain matin.

> Ne restez pas ensemble ; votre chèque ou vos déductions fiscales seront réduites.

Pas étonnant qu'on pense davantage à soi si la communauté disparaît peu à peu...

ALAIN SAMSON

auteur de *Glisser sur le temps*

Révélations circonstancielles

DANS TOUTES ces discussions autour des récents scandales à propos des commandites du gouvernement fédéral, il faut retenir que, n'eût été la remise en cause du leadership de Jean Chrétien à l'intérieur du Parti libéral, toutes ces histoires n'auraient probablement jamais été exposées publiquement. Ce qui signifie que la machine tournerait toujours, les firmes de communication s'empressant les poches à même notre argent, les ministres fréquenteraient encore assidûment les dirigeants de ces entreprises, qui retourneraient l'ascenseur par des contributions

généreuses au parti. Question et commentaire aux bons citoyens : combien de ces informations fort révélatrices sur les moeurs de nos politiciens restent inconnues, personne n'ayant un intérêt immédiat à les faire connaître ?

Malheureusement, il est à parier que ces divulgations, aussi juteuses soient-elles, ne sont que circonstancielles et que bien d'autres dormiront à jamais dans le silence des fonctionnaires, attachés ministériels et autres acteurs de la scène politique n'ayant aucun intérêt immédiat à les ébruiter ou encore jugeant que le risque, pour eux, n'en vaut pas la chandelle.

YVAN CLICHE

Montréal

Donner l'exemple

LA RÉUNION du G8, en Alberta, les 27 et 28 juin, enthousiasmerait-elle la population canadienne ? Dans l'opinion publique on associe ce genre d'assises à mondialisation, neo-libéralisme, commerce et investissements... Elles finissent par décevoir ceux qui en attendaient une amélioration réelle des conditions incroyables de pauvreté sévissant dans le monde.

En Afrique, déjà en l'an 2000, 25,3 millions de personnes étaient atteintes du sida. Aussi 100 millions d'enfants qui n'ont pas accès à l'éducation primaire de base. Un milliard de personnes sur notre planète n'ont pas accès à l'eau potable. La moitié de l'humanité ne bénéficie pas des services sanitaires de base. En conséquence, les maladies diarrhéiques tuent chaque année 2,2 millions d'enfants de moins de 5 ans. Un nombre semblable d'enfants, environ 2,2 millions meurent chaque année d'infections respiratoires aiguës.

Fort à point, le thème principal du G8 de cette année est la pauvreté en Afrique. Oserons-nous espérer que les « grands » chercheront vraiment à effacer cette honte de la misère et de la pauvreté de nos semblables dans le vaste continent africain toujours victime de la convoitise des pays riches ?

Pour notre premier ministre, c'est une occasion peut-être unique de relancer les objectifs des Nations unies, soit l'allocation de 0,7 % du Produit national brut pour l'aide internationale. Au pays on s'attend à un excédent budgétaire de 10 milliards pour cette année. Monsieur Chrétien ne pourrait-il pas annoncer un pourcentage de ce surplus pour les besoins les plus criants en Afrique : éducation primaire, vaccination, lutte contre le sida, vaccination, soins sanitaires de base ?

MONIQUE ROY

Lennoxville

cyberpresse.ca D'autres lettres dans notre forum interactif :

www.cyberpresse.ca/lettres

Vous voulez nous écrire ?
forum@lapresse.ca

Rues et routes : une honte !

DIMANCHE dernier, j'ai effectué mon 17^e tour de l'île de Montréal. Malgré le fait que j'adore cette ville (j'ai vécu 17 ans aux États-Unis, dans l'État de New York), j'ai très honte de l'état des rues de « ma » ville. En 17 ans, je n'ai pas remarqué d'améliorations au niveau des conditions routières (au contraire, je crois qu'elles se détériorent de plus en plus).

La situation est la même partout au Québec. Lorsque vous traversez la frontière, au retour d'un voyage aux États-Unis ou même en revenant de l'Ontario par la 401, des panneaux publicitaires vous souhaitent la bienvenue au Québec. Pourquoi dépenser tout cet argent inutilement ; même les yeux bandés, vous savez que vous êtes au Québec, uniquement en constatant le délabrement des rues et des routes. Quelle honte !

Nous, Québécois, sommes le peuple le plus taxé en Amérique et nous avons droit aux pires conditions routières en Amérique. Mon mari et moi sommes des passionnés de cyclotourisme, mais nous préférons rouler en Ontario et aux États-Unis en raison des



Montréal et ses nids-de-poule...

conditions routières qu'on y retrouve, ainsi que de la gratuité des circuits.

CHANTAL TURCOTTE

Blainville

Forum

Des bénéficiaires incertains

Jusqu'à maintenant, on n'a pas vu beaucoup d'avantages aux fusions municipales

CHARLES SIROIS

L'auteur est président et principal actionnaire de TIW.

LES BÉNÉFICIAIRES que retireront les citoyens de la fusion des villes de Montréal m'apparaissent incertains. Si je mets de côté les éléments émotifs qu'une telle fusion a suscités, je me demande quels sont les avantages qu'ils peuvent réellement en tirer ? Si cette fusion a pour unique but d'aplanir les iniquités fiscales qui existaient entre les différentes municipalités, à mon avis, il n'était pas nécessaire d'aller aussi loin. L'implantation d'un système de péréquation municipale entre les villes concernées aurait certes pu résoudre cette problématique.

En ce qui concerne les services municipaux, tel la cueillette des ordures, l'entretien des routes ou le service des incendies, la preuve reste à faire que le nouveau Montréal offrira un service plus performant et moins cher pour le citoyen. Selon moi, il est illusoire de penser qu'il y a des économies d'échelle à réaliser à ce niveau. Avant la fusion, la Communauté urbaine de Montréal servait déjà à la mise en commun de certaines ressources et le citoyen retirait un certain nombre de bénéfices liés à la mise en commun de ces activités.

Je crois que la condition de succès d'une fusion comme celle que nous vivons est la prémisse que la qualité des services sera meilleure si les autorités responsables de leur gestion sont plus près du citoyen. La question que je me pose est donc : est-ce que la création de ce nouveau Montréal rencontre cette condition ?

La raison forte de ce concept de grande ville est que le gouvernement supérieur, en l'occurrence le gouvernement provincial, soit prêt à faire un réel transfert de pouvoir



Charles Sirosis

en faveur de ces supers municipalités pour plusieurs services dont il assume présentement la responsabilité. Dans un tel contexte, le citoyen y gagne beaucoup car son degré d'influence sur un gouvernement local imputable est beaucoup plus grand.

Mais encore faut-il qu'il y ait un véritable transfert de pouvoir avec la gestion des budgets qui s'y rattachent, et non pas un doublement de fonctions entre deux paliers de gouvernement. Afin que le citoyen profite vraiment des fusions municipales, c'est la seule voie possible, mais elle nécessite de profonds changements dans la relation des gouvernements avec leurs citoyens.

Vous conviendrez avec moi que nous sommes très loin de cette réalité ! Dans un premier temps, notre gouvernement provincial est-il prêt à confier aux élus de ces grandes villes des responsabilités associées

à la santé, à l'éducation et au développement économique et culturel ? Deuxièmement, les grandes villes sont-elles en mesure de s'acquitter de façon efficace des nouvelles responsabilités qui pourraient leur incomber ? Finalement, je doute que les citoyens soient prêts à utiliser leur pouvoir démocratique et exercer les leviers à leur disposition au niveau municipal afin de construire un ensemble de services vraiment adaptés à leurs besoins.

Un débat fondamental

Ce projet de société est un des débats les plus importants auxquels nous devons faire face en tant que Montréalais. Il nous incombe d'exercer toutes les pressions nécessaires et de participer activement à la construction d'une ville qui aura des responsabilités élargies et dont les impacts sur notre richesse sociale, culturelle et économique sont indéniables. Si, au cours des années à venir, nous sommes dans l'incapacité de redéfinir notre rôle et notre relation comme citoyen envers notre gouvernement provincial et nos gouvernements municipaux, et vice-versa, ces fusions auront été futiles. Nous y verrons peu, voire aucun avantage à tirer de ces nouvelles structures alors que nous en subirons probablement plusieurs inconvénients.

Par contre, si nous réussissons, notre société sera plus démocratique, plus dynamique et mieux adaptée. Nous vivrons dans une ville où le citoyen aura la conviction qu'il peut pleinement contribuer à sa construction. Si nous sommes prêts à relever ce défi, il nous faut retrousser nos manches et commencer dès maintenant à travailler tous ensemble parce que... nous sommes encore très loin de la coupe aux lèvres.

LYSIANE GAGNON

lgagnon@lapresse.ca



La guerre fratricide

Il n'y a plus de gouvernement à Ottawa, mais une guerre fratricide, sans possibilité de compromis, qui ne s'achèvera qu'avec la mort politique de l'un des deux combattants.

Enfin, oui, bien sûr, le gouvernement fonctionne, ronronne plutôt, sur l'erre d'aller. Avec un premier ministre obsédé par sa survie, avec un aspirant qui désormais aura tout le loisir de manoeuvrer à plein temps pour forcer le départ de son patron. Et avec un homme débordé dans le rôle de gérant-général.

C'est peu de dire que John Manley est débordé : vice-premier ministre, ministre de la Sécurité publique à l'heure où la lutte antiterroriste est devenue une priorité, ministre des Finances, responsable de l'infrastructure gouvernementale, responsable politique de l'Ontario (le plus gros fief libéral du pays), et quoi encore ? La Santé et la Défense avec ça ?

On ne voit pas comment il pourra s'acquitter de toutes ces fonctions. À moins que les fonctionnaires ne prennent complètement le gouvernement... mais alors, à quoi diable servent les élus ?

■ ■ ■

Pour l'instant, Paul Martin se contente de faire semblant d'être au-dessus de la mêlée et de jouer les martyrs. Comme s'il n'avait pas lui-même couru après son congédiement !

A-t-on idée d'un ministre des Finances qui laisse courir pendant trois jours la possibilité de sa démission ? Si M. Chrétien n'avait pas fait tomber le couperet dimanche après-midi en procédant à un remaniement ministériel, les marchés se seraient ouverts, lundi, dans la panique provoquée par l'incertitude.

M. Martin a-t-il fait exprès pour se faire congédier, afin d'éviter de passer pour un lâcheur auprès des libéraux pour qui la loyauté est une vertu cardinale, histoire aussi de faire passer Jean Chrétien pour l'horrible homme des neiges ? La question reste posée.

D'autres informations sont sorties cette semaine, concernant l'incident qui aurait mis le feu aux poudres. Vendredi, M. Martin a livré à la Fédération des municipalités du Canada un discours que le bureau du premier ministre a vainement tenté de faire changer. M. Martin s'est entêté. Dans ce discours, le ministre défait carrément la politique gouvernementale, en promettant aux municipalités un nouveau pacte fiscal par-dessus la tête des provinces. Or, c'est là une question qui non seulement déborde considérablement du champ du ministère des Finances mais concerne un aspect crucial des relations fédérales-provinciales, lesquelles sont le domaine privilégié du premier ministre.

C'est ce même vendredi, en se présentant à ce congrès avec ce discours-choc dans sa poche, que M. Martin annonçait à la presse qu'il « réfléchissait » à son avenir. Il faut bien admettre que la provocation était énorme.

■ ■ ■

Il faut bien admettre, aussi, que Jean Chrétien n'était probablement pas fâché du prétexte qui lui était offert de se débarrasser d'un rival de plus en plus encombrant, et de proclamer, en le remplaçant lapidairement par un autre, que personne n'est indispensable et qu'il n'y a qu'un patron — lui-même.

En quittant le Conseil des ministres, Paul Martin perd en visibilité mais gagne en marge de manoeuvre. Il ne sera plus tenu de dévoiler l'identité des bailleurs de fonds de sa campagne au leadership — directive que M. Chrétien vient d'imposer à tous ses ministres. Et il pourra se consacrer à plein temps à ses ambitions personnelles.

M. Chrétien va maintenant se défendre. Férocement, comme un animal acculé au pied du mur, avec tous les pouvoirs que lui confère sa fonction, et avec les considérables ressources de son instinct — un instinct de tueur, politiquement parlant.

L'autre jour à la télé, l'ancien ministre Marc Lalonde, qui s'y connaît en ruses, disait que de toute sa vie, il n'avait rencontré un politicien doté d'un instinct aussi sûr. Mais il est vrai que jamais M. Chrétien n'a eu à se battre contre un adversaire aussi puissant. N'oublions pas que Paul Martin a pris le contrôle d'une très grande partie de l'appareil du parti.

M. Chrétien a donc ouvert le bal en mettant au défi les partisans de M. Martin (qui ont une majorité au caucus) de battre le gouvernement en Chambre. Ce qu'évidemment ils ne feront pas, car cela ferait éclater le parti.

Il a sommé ses ministres de recruter chacun 500 nouveaux membres en vue du congrès de révision du leadership de février, tel un roi assiégué exigeant de ses vassaux l'envoi de fantassins.

Et il a très habilement, non sans raison d'ailleurs, accusé les « martinistes » de s'approprier à transformer le congrès de révision du leadership, en février prochain, en « congrès » de leadership... ce qui lui permet d'abaisser considérablement la barre, puisqu'en 1990, il a été élu avec 58 % des voix.

Lors d'une simple révision du leadership, et surtout lorsque le parti est au pouvoir, le leader doit normalement avoir un très gros score. En 1999, M. Chrétien avait recueilli 91 % des voix. Or, cette fois, les sondages internes lui en prédisent moins de 70 % — à peu près le score qui avait forcé Joe Clark à remettre son leadership en question en 1982.

Dans le camp Chrétien, on place maintenant la barre à... 50 % plus une voix ! L'ironie n'échappera pas aux souverainistes.

Qui blâmer ?

Preston Manning et Lucien Bouchard sont aussi responsables de la situation actuelle que Jean Chrétien et Paul Martin

NORMAN SPECTOR

L'auteur a été sous-ministre auprès de l'ancien premier ministre de la Colombie-Britannique, Bill Bennett, et chef de cabinet de Brian Mulroney.



NE REPROCHEZ pas à Paul Martin de vouloir être premier ministre. Le détenteur de ce poste jouit des services d'un grand chef cuisinier et d'un nombre suffisant de serviteurs pour veiller à son confort dans une prestigieuse résidence surplombant la rivière Ottawa. Et, au cours de ses nombreux voyages à l'étranger à bord d'un avion privé, il rencontre des gens fascinants et loge dans les meilleurs hôtels.

Mais il ne faut pas non plus reprocher à Jean Chrétien de se battre pour conserver son emploi.

Ce qu'il y a de vraiment étonnant dans les événements des derniers jours, c'est qu'un des principaux ministres ait eu l'audace de lancer un défi à un premier ministre en exercice. Il est vrai que la scène politique est remplie de gens ambitieux à l'égo démesuré et que seuls les plus audacieux progresseront, au prix de grands efforts. Mais aucun premier ministre ne saurait se tenir tranquille après qu'un membre de son gouvernement eut annoncé qu'il « réfléchit à ses options » — même si cela entraîne le congédiement d'un ministre des Finances efficace et populaire.

Les conservateurs de Brian Mulroney

Avec 12 % des intentions de vote dans les sondages — à une époque où davantage de Canadiens croyaient qu'Elvis était toujours vivant — les conservateurs ont laissé Brian Mulroney entièrement libre de décider du moment de son départ. Même après la démission de Lucien Bouchard, alors que le caucus québécois au grand complet hésitait entre le fédéralisme et la souveraineté, ni le caucus ni le cabinet n'ont connu la révolte.

Mulroney n'a mené son parti qu'à deux gouvernements majoritaires et n'avait visiblement aucune chance d'en former un troisième. Monsieur Chrétien en a remporté trois et son parti était bien placé pour en former un quatrième (et peut-être l'est-il toujours) lorsque Paul Martin a commis l'erreur de divulguer ses ambitions.

Il s'agit ici d'un parti politique organisé — celui des libéraux — et non du Parti progressiste conservateur. Ils ont toujours engagé leurs luttes intestines à l'abri des oreilles indiscretes. C'est pourquoi monsieur Martin et ses supporters prennent soin, avec raison d'ailleurs, de ne pas être accusés de déloyauté. Mais il est difficile d'entrevoir comment ils pourront justifier le remplacement d'un premier ministre élu autrement que par une élection.

Il est encore plus difficile de croire que les libéraux auraient délibérément entrepris de revoir leur leadership même après une victoire électorale. Et personne ne s'attendait à ce que les choses en viennent là : après dix ans de règne, la plupart des partis



Jean Chrétien et Paul Martin au moment où le « lien de confiance » entre les deux hommes n'était toujours pas rompu.

n'auraient d'autre choix que de changer de chef pour garantir leur victoire à la prochaine élection. Il est donc très étonnant qu'après trois mandats, les libéraux aient encore une très forte avance dans les sondages.

Où est l'opposition ?

Cela est dû en partie au style non agressif du gouvernement Chrétien. Mais, à vrai dire, le succès des libéraux provient du fait qu'ils ne sont pas talonnés par une robuste opposition.

Pour être efficace, le régime parlementaire de Westminster exige qu'un autre parti soit « prêt à gouverner » lorsque le parti au pouvoir faiblit. Si les libéraux s'en allaient vers la défaite ou étaient sur le point de former un gouvernement minoritaire, ils se seraient déjà débarrassés de leur chef médiocre.

Ils ne l'ont pas fait, et le Canada en paiera le prix au cours des 8 ou 9 prochains mois de guerre de tranchées. Une querelle à l'intérieur du parti, où tous les coups sont permis, n'est pas une bonne façon de planifier la relève.

Si vous devez blâmer quelqu'un, blâmez Preston Manning. Avec comme devise

« L'Ouest veut sa part du gâteau », il a mené la révolte populiste contre le Parti conservateur. Il promettait que le démantèlement de ce parti impossible à « réparer » renforcerait le Canada, mais ni lui ni ses successeurs ne sont parvenus à en recoller les morceaux. Et les gens de l'Ouest n'ont pas davantage eu leur part du gâteau.

Blâmez aussi Lucien Bouchard, qui voulait que le Québec se sépare du Canada. Il s'est engagé dans une voie sans issue, mais il a nous laissés en héritage les obstructions du Bloc québécois qui persistent encore aujourd'hui.

Il faudra plusieurs élections avant que les conservateurs remportent un nombre considérable de sièges au Québec. Le nouveau chef de l'opposition officielle, Stephen Harper, ne cherche même pas à le faire.

Monsieur Harper a déjà démontré qu'un chef crédible peut obliger même un premier ministre arrogant à lui servir la tête d'un ministre sur un plateau. L'opposition pourrait infliger des blessures beaucoup plus graves si l'Alliance et le Parti conservateur unissaient leurs forces. C'est là-dessus qu'il faut se concentrer — au lieu de reprocher à Jean Chrétien d'agir comme un politicien qui sait fort bien que les honnêtes gens arrivent toujours derniers.